

Lettres d'exil
de
Maurice-Eugène Filliez à son frère Benjamin
(1844-1847)
publiées par
André DONNET

Introduction

C'est par l'entremise de M. Maurice Chappaz que nous avons eu connaissance d'un dossier de documents appartenant à M. Joseph Nicollier, à Bagnes, qui les a mis à notre disposition avec beaucoup d'obligeance. Ce dossier contient en particulier vingt-trois lettres autographes signées, que Maurice Filliez adressa, de 1844 à 1847, pendant son exil à Bex, à son frère Benjamin, à Bagnes, à savoir huit lettres datées de 1844, dix de 1845, quatre de 1846 et une de 1847 ; il contient en outre neuf lettres autographes (originaux, minutes, copies) de Maurice et de Benjamin Filliez relatives à l'affaire du proscrit en 1844, et enfin trois lettres autographes de Benjamin Filliez écrites à sa femme pendant la campagne du Sonderbund, en novembre et décembre 1847.

En même temps, M. Chappaz nous a communiqué trois lettres autographes de Benjamin Filliez à son frère Maurice et deux minutes de lettres adressées par ce dernier au Tribunal central, toutes de 1844.

Il nous a paru d'autant plus intéressant de publier ces lettres — avec l'autorisation des propriétaires — que, dans le fonds du Tribunal central, conservé aux Archives cantonales, à Sion, le dossier de Filliez se réduit à quatre pièces qui, d'ailleurs, ne le concernent qu'indirectement ; les correspondances n'y figurent pas, et on n'y trouve pas de documents de procédure pour la bonne raison que Filliez ne s'est jamais présenté par-devant le tribunal.

* * *

Au moment où il part en exil, dans les derniers jours de mai 1844, Filliez est âgé de trente-trois ans ; il laisse à Bagnes une jeune épouse de vingt-deux ans et une petite fille de deux ans, qu'il confie à ses parents et à ses frères.

Maurice-Eugène Filliez, baptisé au Châble le 30 octobre 1811, appartient à une famille nombreuse¹. Son père Frédéric (Pierre-Joseph-) (1776-1847), fils de Jean-Humbert et de Marie-Josèphe Vaudan, a épousé en 1805 Marie-Ursule Filliez (1786-1866), de Bruson, dont il a eu neuf garçons. Nous les retrouverons mentionnés dans la correspondance, à l'exception de deux d'entre eux.

Reçu notaire en 1835 et avocat en 1840, Maurice a épousé, le 4 novembre 1839, une jeune fille de dix-sept ans, Louise (Marie-) Nicollier (baptisée le 22 janvier 1822), fille de Maurice-Elie et de Marie-Louise Michellod. Il en aura neuf enfants, sept filles et deux garçons. L'aîné, Maurice-Eugène, né le 20 décembre 1840, ne vit que sept jours. La première fille, Marie-Louise, est née à Bagnes en 1842 ; deux autres naîtront pendant l'exil de leur père : Julie-Alexandrine à Bagnes en 1844, et Marie-Célestine à Bex en 1846² ; la dernière, Amélie-Tuosine, née le 19 novembre 1856, est posthume. Son fils survivant, Maurice-Victor, né en 1848, droguiste, mourra célibataire en 1877, à Lausanne.

Dès la fin du Sonderbund, Filliez jouera un rôle en vue dans les milieux politiques du Valais : membre du gouvernement provisoire du 2 décembre 1847 au 11 janvier 1848, député au Grand Conseil dès 1847, président de Bagnes dès 1848, préfet de l'Entremont dès 1850, membre du Conseil des Etats de 1854 à 1855 et du Conseil national aux élections du 9 décembre 1855 jusqu'à sa mort, survenue sept mois plus tard, le 10 juillet 1856.

Quant à son correspondant, son frère Benjamin (François-), baptisé le 30 novembre 1808, il a été reçu notaire en 1829. Il a épousé, le 10 décembre 1832, Marthe-Julie Pasche. En 1847, il est capitaine de chasseurs. Il mourra le 28 février 1894.

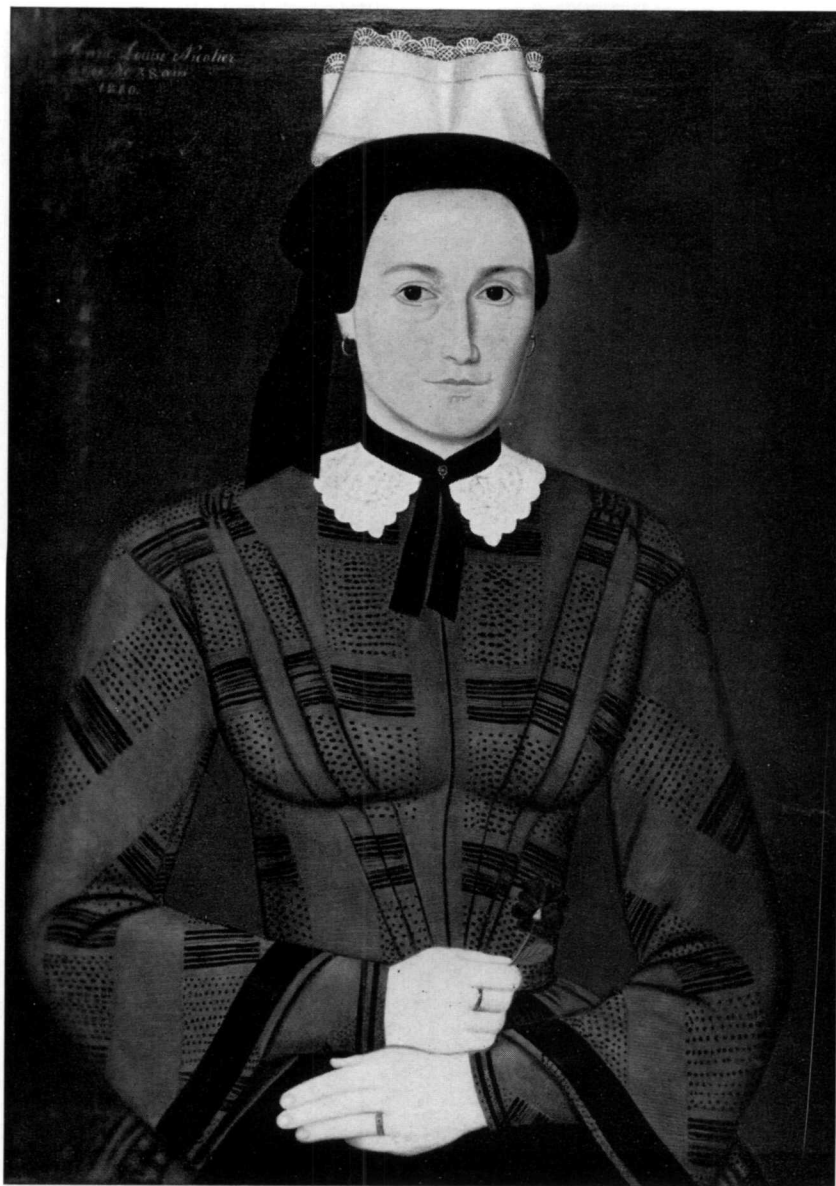
* * *

L'exil de Filliez est la conséquence d'un épisode secondaire, peu connu³, des luttes politiques qui ont abouti, le 21 mai 1844, à la défaite des libéraux,

¹ Toutes les précisions biographiques que nous donnons dans cette introduction et dans l'édition des documents sont tirées des registres de la paroisse de Bagnes, des registres de l'état civil, et des notes manuscrites de W. Perrig († 1959) déposées aux Archives cantonales, à Sion.

² Née le 28 décembre 1846, elle est baptisée au domicile de ses parents, à Bex, le 22 janvier 1847, par le curé de Saint-Maurice, qui est alors le chanoine François Boccard, auteur de la première *Histoire du Vallais*, parue à Genève en 1844 ; elle a pour parrain son oncle Louis Filliez et pour marraine sa grand-mère Marie-Ursule Filliez (Saint-Maurice, registres de la paroisse Saint-Sigismond). — Célestine Filliez († 1936) épousera en 1879 François-Narcisse Troillet (1850-1898), fils de Pierre-Maurice. Ce sont les parents de Maurice Troillet (1880-1961), le futur conseiller d'Etat. Et c'est à l'Abbaye, au Châble, que sont conservés les portraits de Maurice Filliez et de sa femme Louise Nicollier, peints par Brouchoud, que nous reproduisons avec l'autorisation de Mlle Julia Troillet et de Mme Marie Veuthey. Quant au portrait de Benjamin, il nous a été obligeamment prêté par son petit-fils, M. Joseph Nicollier.

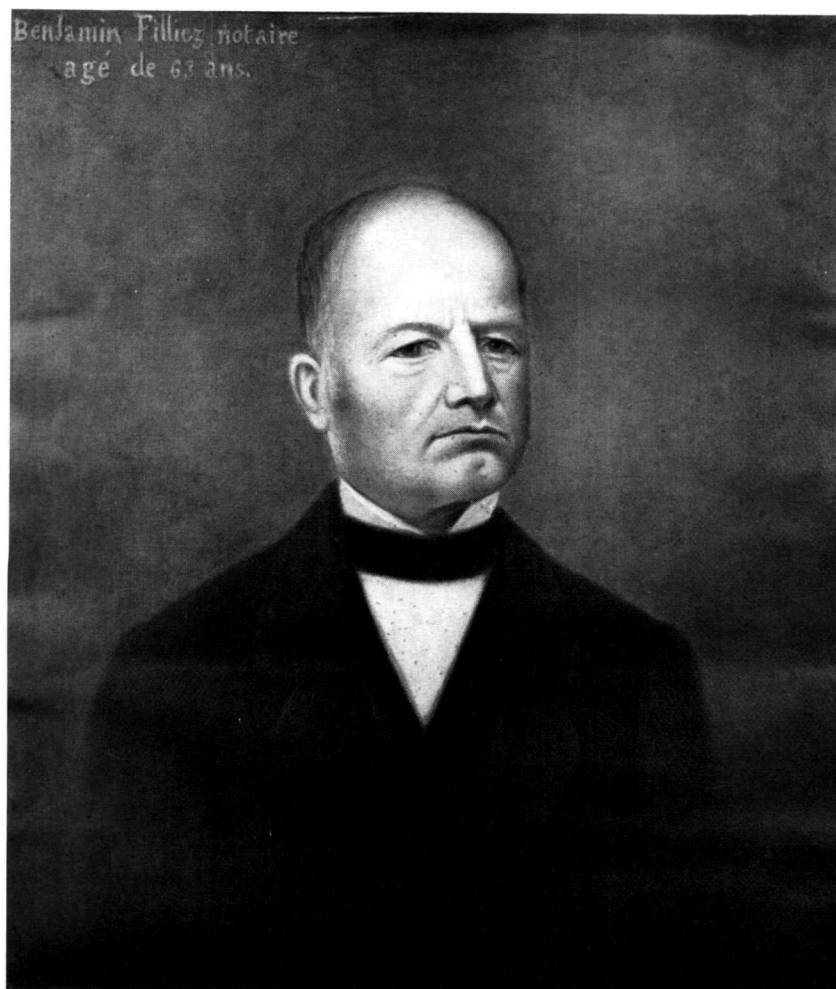
³ Dans sa brochure *La Contre-Révolution en Valais au mois de mai 1844* (Vevey, 1844, 51 p.), Maurice Barman ne le mentionne même pas, ni non plus Andreas Seiler dans son *Histoire politique du Valais 1815-1844* (trad. G. Ghika, dans *Ann. Val.*, 1951, pp. 453-577).



Marie-Louise Nicollier
(1822-1910)

épouse de Maurice Filliez

Portrait par Pierre-Joseph Brouchoud, 1860
(Le Châble, Abbaye)



Benjamin Filiez

(1808-1894)

frère de Maurice, notaire

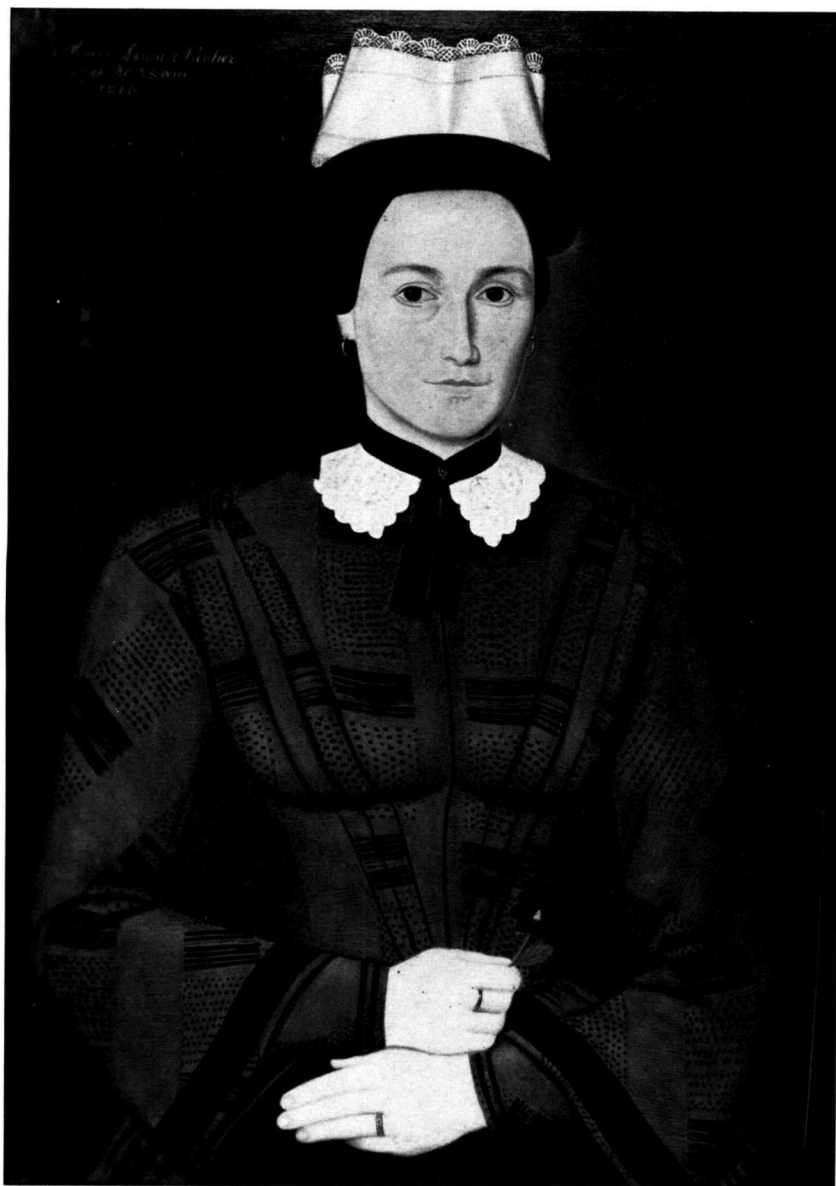
Portrait posthume par Michel Collombin, 1901

(Propriété de M. Joseph Nicollier, Le Châble)

PLANCHE II



Maurice-Eugène Filliez
(1811-1856)
en uniforme de major de carabiniers
Portrait par Pierre-Joseph Bouchoud, 1850
(Le Châble, Abbaye)



Marie-Louise Nicollier

(1822-1910)

épouse de Maurice Filliez

Portrait par Pierre-Joseph Bouchoud, 1860

(Le Châble, Abbaye)

au Trient ; épisode non seulement secondaire, mais encore indépendant des combats qui se sont déroulés dans la plaine.

En bref, cette affaire met aux prises, les 20 et 21 mai, à Bagnes, faisant quatre morts, les libéraux commandés par Maurice Filliez et les Vieux Suisses entraînés par le grand châtelain Etienne Pittier. Une convention signée par les deux partis paraît avoir rétabli la paix quand, le 22 mai, à l'arrivée des Haut-Valaisans, les partisans de la Vieille Suisse se remettent à pourchasser les libéraux ; prévenu à temps, Filliez doit se cacher et, « après six jours d'obscurité profonde », écrit-il, part de Bagnes « à minuit, accompagné de quelques amis, en prenant des chemins détournés pour atteindre le sol hospitalier du canton de Vaud ». Il ne rentrera en Valais qu'à la fin de 1847, lors de la défaite du Sonderbund.

Les lettres inédites que nous présentons aujourd'hui sont avant tout des lettres d'affaires ; elles contiennent surtout les instructions que Maurice Filliez envoie à son frère, chargé d'agir à sa place et en son absence. Néanmoins, si elles n'offrent pas l'intérêt d'un journal ou de mémoires, elles apportent, en dépit de lacunes évidentes dans la série qui nous est parvenue, une multitude de renseignements sur la vie quotidienne du proscrit, au cours de ces trois ans. Grâce aux documents dont elles font état et dont la plus grande partie, qui figure dans le dossier, est publiée ici pour la première fois, elles permettent aussi de préciser singulièrement nos connaissances sur l'affaire d'Entremont ⁴, sur l'attitude et la conduite de Filliez durant ces tragiques journées, et sur les efforts qu'il a poursuivis, jusqu'à la fin de l'année 1844, pour se défendre contre les accusations portées contre lui.

A peine Filliez, à l'instar des chefs militaires et politiques de la Jeune Suisse, a-t-il quitté le Valais que le Grand Conseil, le 30 mai 1844, prend un décret à teneur duquel « sont déclarés rebelles à la patrie et seront mis immédiatement en arrestation pour être jugés comme tels » : les auteurs de la prise d'armes, les meneurs, ceux qui ont exercé un commandement, les membres du comité de Martigny ⁵.

⁴ Notamment le récit détaillé qu'en donne L. Rilliet de Constant, dans *Le Valais de 1840 à 1844* (Lausanne, 1845, pp. 244-249), et celui que Filliez lui-même a publié en 1847 dans *La Vérité à ses concitoyens du Valais* (Lausanne, 1847, 67 p., pp. 5-16) (Cité : *La Vérité*). Il faut joindre à ces relations, celle de Louis Gard, parue dans le *Nouvelliste vaudois*, N° 45, du 4 juin 1844, dont il sera question à la lettre 6, note 3, et que nous publions en *Appendice I*.

Quant à la brochure de Filliez, elle contient, selon le « Précis des matières » établi par l'auteur : « Exposé des motifs de l'ouvrage. — Narré de la conduite du parti libéral de Bagnes en mai 1844. — Conduite du parti réactionnaire après l'arrivée des Haut-Valaisans. — Démarches de l'exposant auprès du tribunal central pour obtenir un sauf-conduit. — Jugement. — Sa réfutation. — Sommaire des causes de la réaction valaisanne. — Réflexions sur les décrets portés par le Grand Conseil pour les délits politiques avec des effets rétroactifs. — Preuves de l'esprit réactionnaire du parti vainqueur. — Immunités ecclésiastiques. — Déclaration de principes. — Profession de foi. — Détail de la réaction et conclusion. » Il y a lieu d'ajouter qu'on y trouve, en annexe, huit pièces justificatives.

Elle a été rééditée à plusieurs reprises à des fins politiques : [2^e éd. :] Monthey, 1907, 36 p. ; [3^e éd. :] s. l. n. d. [vers 1940], 54 p. ; [4^e éd. :] Martigny, 1956, 64 p.

⁵ *Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais*, t. VI, 2^e éd., 1889, pp. 353 et 354. — Le décret est officiellement daté du 29 mai, mais tous les documents contemporains le disent du 30 mai.

Le 7 juin, de Bex, le fugitif envoie au Conseil d'Etat une longue justification de sa conduite ; la chancellerie lui répond qu'il est compris dans le décret du 30 mai, sauf à se « justifier devant le tribunal qui sera nommé pour connaître des prévenus de ces catégories »⁶. En effet, Filliez est mentionné dans le décret d'arrestation préventive prononcé, le 15 juin, contre onze chefs libéraux : il est inculpé pour avoir exercé un commandement⁷. Il cherche dès lors avant tout à obtenir un sauf-conduit pour comparaître en personne et faire valoir ses moyens de défense ; il adresse plusieurs lettres au Conseil d'Etat et au tribunal spécial, dit Tribunal central, institué par la loi du 24 mai « pour la répression des délits de la presse et des délits politiques ou se rattachant à la politique »⁸. Ses requêtes demeurent sans succès, en dépit des multiples démarches, appuyées de pétitions en provenance de Bagnes, que son frère Benjamin entreprend encore en sa faveur. Ne pouvant obtenir un sauf-conduit, Maurice Filliez refuse de se présenter devant la commission d'enquête, à Sion. C'est ainsi que, le 9 mai 1845, il est condamné par contumace à huit ans de détention dans les prisons de l'Etat, à vingt ans de suspension de ses droits politiques, à payer quatre cents francs de frais de guerre, et aux frais de sa procédure et de sa détention⁹.

Si, pendant les six premiers mois de son exil, Filliez s'inquiète particulièrement de sa situation politique, tout en caressant un instant l'espoir d'une amnistie, ce souci passe bientôt à l'arrière-plan de ses lettres. Une fois connu le jugement du 9 mai 1845, il n'y revient plus guère. Il ne parle pas de l'exploit du 19 décembre 1846 qui l'assigne à comparaître, à Sion, devant la commission d'enquête, le 16 janvier 1847, « pour purger ses contumaces »¹⁰, ni même du nouveau jugement que le Tribunal central porte, le 3 février suivant, en confirmation du premier¹¹. Il prépare dès lors, semble-t-il, le plaidoyer qu'il intitulera *La Vérité à ses concitoyens* et qui paraîtra en juin 1847.

Mais ses lettres font état d'autres préoccupations, qui les remplissent du commencement à la fin de son exil.

En effet, dès son arrivée à Bex, dans les derniers jours de mai 1844, Filliez est appelé à résoudre sans délai les problèmes multiples et complexes que pose la subite interruption de ses activités : il s'agit d'assurer sa subsistance et celle de sa famille, de veiller à la gestion de ses biens personnels et de liquider les affaires professionnelles qu'il a dû laisser en suspens à Bagnes.

Au début, il ne considère Bex, semble-t-il, que comme une étape provisoire : il loge dans un hôtel et, de là, il entreprend plusieurs voyages pour trouver un emploi « dans les écritures ». Toutefois, les occupations qu'il réussit à obtenir sont toutes temporaires et n'excèdent pas trois mois. Cet aspect de sa carrière est mis en évidence dans la chronologie qu'on peut dresser, d'après ses lettres, pour les années 1844 et 1845 :

⁶ *La Vérité*, p. 16.

⁷ On trouve le motif de l'inculpation dans un extrait du protocole du Conseil d'Etat, non daté, qui figure parmi les pièces annexes dans le *Protocole du Grand Conseil*, session d'août 1844.

⁸ *Recueil des lois...*, vol. cit., pp. 343-345.

⁹ Publié dans le *Bulletin officiel*, N° 21, du 23 mai 1845, p. 1.

¹⁰ *Bulletin officiel*, N° 1, du 1^{er} janvier 1847, p. 1.

¹¹ *Ibidem*, N° 10, du 5 mars 1847, pp. 75-76.

1844

22-23 mai : Dans la nuit, la maison de Filliez, au Châble, est cernée.

Fin mai : Après six jours passés dans la clandestinité, il gagne Bex.

Vers 13-15 juin : Voyage à Vevey. Entretien avec un avocat de Lausanne qui promet de s'intéresser à lui.

5 août : Départ pour Lausanne. Il travaille huit jours dans un bureau de commerce.

24 août : Il est alors sans emploi. Un avocat, de nouveau, lui fait entrevoir une occupation ; sans suite.

18 septembre : Toujours à la recherche d'un emploi, il entreprend un voyage qui le conduit à Neuchâtel, à La Chaux-de-Fonds, au Locle, à Besançon ; retour par Les Rousses et Genève.

2 octobre : Il rentre à Lausanne.

Après le 4 octobre : Séjour à Vevey.

Avant le 13 octobre : Retour à Bex.

15 octobre : Naissance, à Bagnes, de sa deuxième fille.

25 novembre : Filliez loge, à Bex, à l'hôtel du Monde. Sa femme s'apprête à le rejoindre avec les enfants « pour faire ménage ».

1845

Fin avril : Il renvoie sa femme et ses enfants à Bagnes.

9 mai : Condamnation de Filliez par le Tribunal central, à Sion.

10 juin : Sa femme rentre encore une fois à Bagnes avec les enfants.

23 juin : Départ de Filliez pour Cossonay.

25 juillet : Il a de la difficulté à trouver du travail ; il songe à quitter sous peu Cossonay ; il projette de louer une ferme l'année suivante.

En automne : Retour à Bex.

6 décembre : Filliez est encore en pension.

C'est seulement au terme de deux ans qu'il se résigne à se fixer à Bex et se décide à y louer une ferme¹². Il ne compte plus rentrer en Valais avant qu'il y ait « un changement d'opinion publique ». Telle est la conclusion à laquelle il aboutit en avril 1846.

Ce ne sont donc pas ses emplois occasionnels qui permettent à Filliez de subsister et d'entretenir sa famille. Le produit de ses biens n'y suffit pas non plus ; il doit, pour faire face aux nécessités quotidiennes, se mettre à aliéner son patrimoine.

¹² La ferme qu'il loue alors, on peut la situer exactement, grâce au témoignage d'Urbain Olivier qui, en novembre 1847, y loge avec sa troupe : c'est la « maison commune du Rhône », non loin du bac de Massongex, sur la rive droite (Urbain Olivier, *Campagne de Bâle, septembre et octobre 1831. Sonderbund, Valais, novembre et décembre 1847. Journaux de route* publiés par Frank Olivier, Lausanne, 1943, pp. 161-162).

Pour toutes les opérations qu'il est alors amené à faire, il trouve en son frère Benjamin un auxiliaire et exécutant précieux dont il met largement à contribution le dévouement.

C'est à lui qu'il donne des directives pour la conduite de son train de campagne, pour l'achat et la vente de bétail, pour la location de mayens ou de champs ; c'est à lui qu'il adresse de fréquentes demandes pour être ravitaillé en denrées alimentaires : fromages, saucisses, vin, etc., que les autres frères ou des domestiques convoient à tour de rôle jusqu'à Bex.

C'est à lui aussi qu'il adresse ses demandes encore plus fréquentes d'argent, car Benjamin procède, au nom de Maurice, aux ventes successives de biens-fonds : vignes, champs, mayens, etc., non sans d'ailleurs lui faire d'amicales représentations sur son train de vie qu'il juge trop grand.

Enfin, c'est encore à Benjamin que sont confiées, pour exécution, les directives destinées à la liquidation des affaires professionnelles en souffrance. Presque dans chaque lettre, il est question de dossiers, de mémoires, d'actes, d'émoluments, de règlements de comptes, de recouvrements, qu'il serait oiseux de détailler ici.

Au milieu des difficultés où il se débat, Maurice Filliez manifeste rarement de l'amertume à l'égard de sa condition d'exilé. Certes, il s'ennuie « passablement », surtout hors de Bex ; il assure à son frère qu'il ne sait pas « ce que c'est que d'être à l'étranger sans argent et sans les denrées nécessaires » ; il se plaint des obstacles qu'il rencontre pour trouver du travail dans un bureau ; il souffre de devoir périodiquement se séparer de sa femme et de ses enfants. Mais il entend ne pas trop s'éloigner de sa patrie. Il refuse de s'engager dans un emploi pour plusieurs années : « ce serait à peu près se résoudre à quitter le Valais » ; il craint de contracter des habitudes et des goûts qui risquent de le rendre inapte à reprendre un jour sa place dans le milieu de Bagnes. Pourtant, quand il en arrive à être persuadé que son exil va encore se prolonger trois à quatre ans, il loue une ferme ; il se met à travailler la terre ; il se lance dans des spéculations agricoles. Maurice Filliez se conforme ainsi à la promesse qu'il a faite deux ans auparavant à Benjamin, qu'il saurait se plier aux circonstances.

Tels sont les principaux aspects de cette vie d'exilé que la correspondance fait apparaître. Elle en laisse soupçonner d'autres, comme, par exemple, cette note pour mémoire, sur le dos d'une lettre, qui mentionne, au nombre des objets à faire apporter de Bagnes, « les livres de Virgile ».

Si on y relève, à maintes reprises, des manifestations de la solidarité qui unit les fils de Frédéric Filliez autour de leur frère, celui-ci ne parle jamais de ses relations personnelles avec ses compagnons d'exil, Maurice Barman, Joseph Abbet, Casimir Dufour, etc. Il aurait pu relater à Benjamin le baptême d'un fils né, le 12 septembre 1845, à Joseph Abbet, président de la Jeune Suisse : le nouveau-né étant en danger de mort, le chanoine François Boccard, curé de la paroisse Saint-Sigismond, à Saint-Maurice, se rend à Bex, au domicile des parents, le 27 janvier 1846, pour administrer le sacrement ; présenté à notre sainte mère l'Eglise par Maurice Barman, « ex-conseiller d'Etat », en qualité de parrain, et par Louise Nicollier, épouse de Maurice Filliez, en qualité de

marraine, l'enfant reçoit les prénoms de Maurice, Jules, Albert : cinquante ans plus tard, Jules-Maurice Abbet deviendra évêque de Sion ¹³.

Avant de conclure, il convient encore d'évoquer une figure que nous venons d'entrevoir en passant et qui se dessine comme une ombre à l'arrière-plan de cette correspondance : la compagne de Filliez, la jeune femme de vingt-cinq ans, qui, dans la grande ferme au bac de Massongex, est la maîtresse de maison et la gardienne du foyer.

On connaît son portrait peint en 1860 par Pierre-Joseph Brouchoud ¹⁴ : elle est alors âgée de 38 ans, et c'est déjà une femme vieillie. Mais, à la fin de 1847, alors que Filliez vient de quitter son « manoir rustique » ¹⁵ de Bex pour rejoindre ses amis qui forment, à Aigle, le « comité patriotique valaisan », dont il devient secrétaire ¹⁶, auprès des troupes fédérales du colonel Rilliet sur le point de pénétrer en Valais, Urbain Olivier, qui commande en qualité de lieutenant un avant-poste vaudois au bord du Rhône, loge durant cinq jours (15 au 19 novembre) chez M^{me} Filliez ; avant de partir, il brosse, à l'intention de sa femme, un portrait de son hôtesse, « toujours bonne et compatissante » ¹⁷, à laquelle il adresse aussi ses vœux :

« La dame qui habite cette maison avec deux domestiques, homme et femme, et ses quatre enfants, porte le costume valaisan, c'est-à-dire le chapeau à bords roulés. Elle est en deuil et se met fort bien, quoiqu'elle « potage » en faisant têter son enfant. C'est une personne qui a dû être belle et qui est encore très bien ; grande et robuste, avec des cheveux noirs magnifiques et d'une abondance sans pareille. Le son de sa voix et l'accent sont criards et désagréables.

» Voilà un portrait quelconque de mon hôtesse qui, femme d'un avocat, fait de la soupe à la polenta pour nos soldats et leur vend la goutte elle-même, puis me sert, moi l'homme d'importance, dans de la terre de pipe anglaise bleue à dessins...

» Adieu, Madame. Puissiez-vous bientôt rentrer dans votre pays avec M. Filliez et vos enfants ! Que Dieu vous bénisse ! » ¹⁸

Les Filliez ne tarderont pas, en effet, à regagner le Valais ¹⁹. Mais, au

¹³ *Subsignatus baptisavit in domicilio privato Bacci (à Bex), ob mortis periculum, Mauritium Julium Albertum, filium legitimum Josephi Abbet et Emerentiae Mermoud, conjugum Vallesianorum, ex Fully, quae proles jam nata duodecima septembris anni millesimi octingentesimi quadagesimi quinti, praesentibus veluti susceptoribus in futuris coeremoniis supplendis Dno Mauritio Barman, ex-consiliario Vallesiae, et Maria Ludovica Nicollier, uxore Mauriti Filliez, omnes Vallesiani. Boccard parochus (Saint-Maurice, paroisse Saint-Sigismond, registre des baptêmes, au 27 janvier 1847).*

¹⁴ Reproduit en hors-texte, pp. 280-281.

¹⁵ C'est l'expression qu'emploie Filliez quand il signe, le 22 juin 1847, son plaidoyer *La Vérité* (p. 57).

¹⁶ L. Rilliet de Constant, *Novembre et décembre 1847. Fribourg, Valais et la première division*, Berne et Zurich, 1848, pp. 189-190.

¹⁷ U. Olivier, *op. cit.*, p. 171.

¹⁸ *Ibidem*, pp. 177-178. — Les Filliez n'ont alors que trois filles. De plus, M^{me} Filliez porte le deuil de son beau-père, Frédéric Filliez, décédé le 10 octobre précédent.

¹⁹ Louise Nicollier ne s'éteindra, à Bagnes, qu'en 1910, non sans s'être remariée. En effet, en 1862, à l'âge de quarante ans, elle avait épousé en secondes noces, à Fully, un jeune homme de vingt-quatre ans, Maurice Charvoz, fils de Jean-François et de Marie-Elisabeth

même moment, c'est Benjamin, le fidèle défenseur de son frère, qui doit s'en éloigner : en sa qualité de capitaine de chasseurs, il est appelé par le sort à faire partie avec sa compagnie du bataillon de Courten, requis à Lucerne par le conseil de guerre du Sonderbund ²⁰. A trois reprises, au cours de la campagne qui, par le Saint-Gothard et Lucerne, le conduit jusqu'à Bâle, Benjamin donne de ses nouvelles à sa femme. Le 3 décembre, de Bâle, il lui écrit : « Je suis convaincu que le frère Maurice sera à Bagnes ; c'est bientôt temps qu'il se voie débarrassé du joug de la tyrannie qui pesait sur lui » ²¹. Bien mieux, le 2 décembre, sur la Planta, à Sion, Maurice Filliez a été proclamé membre du gouvernement provisoire du Valais.

* * *

Dans cette édition, nous avons disposé par ordre chronologique les lettres de Maurice Filliez à son frère Benjamin en intercalant à leur place les réponses de ce dernier ; nous avons mis en annexe de chaque lettre les documents inédits qui y sont mentionnés et que nous avons pu retrouver.

Dans la transcription, l'orthographe et la ponctuation ont été modernisées. Toutefois, les lieux-dits, qui se trouvent tous sur le territoire de la commune de Bagnes à l'exception d'un seul, sont reproduits tels quels, en italique ; mais nous avons pris soin d'ajouter entre parenthèses, quand il y a lieu et si elle diffère, la graphie fixée par la commission cantonale des noms locaux. Nous avons renoncé à identifier les nombreux personnages de Bagnes mentionnés dans ces lettres où les affaires d'intérêt tiennent tant de place : c'eût été un travail de recherche considérable pour un mince profit ; en revanche, nous avons précisé entre parenthèses carrées, soit les prénoms, soit les fonctions des Valaisans qui jouent un rôle dans la vie politique du pays.

En note, nous avons identifié les frères de Filliez, et, autant que possible, les étrangers qui sont cités ; nous avons également précisé les événements et les textes auxquels il est fait allusion.

M. Ernest Schüle, rédacteur en chef du « Glossaire des patois de la Suisse romande », a bien voulu nous aider à définir les termes patois ; nous lui exprimons ici notre gratitude.

A. D.

Boven, dont elle eut une fille, Josèphe-Emma, née en 1863. Dans le recensement fédéral de 1870 (Bagnes, bull. N° 45 verso), ce Charvoz, laboureur de profession, est signalé « absent dès 1868 » : il est parti en Amérique.

On trouvera en *Appendice III* les souvenirs que Maurice Chappaz a recueillis de sa tante, M^{lle} Julia Troillet, sur Maurice Filliez et sur Louise Nicollier.

²⁰ Voir *Les Valaisans du colonel Adolphe de Courten au Gothard, à Giswyl et à Gislikon en 1847*, dans P. de Rivaz, *Histoire contemporaine du Valais*, tome I, Sion, 1946, pp. 135-142.

²¹ Nous publions en *Appendice II* les trois lettres autographes signées que Benjamin adresse à sa femme en novembre et décembre 1847. Ces lettres appartiennent à M. Jos. Nicollier.

Bex, 20 juin 1844. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Tu ne donneras pas la propriété de Besson à moins de huit batz la toise ; le prix m'a été offert l'année passée ; il paraît qu'ils veulent profiter de la circonstance pour l'avoir à un bas prix.

Tu peux encore vendre les champs de Saint-Marc, s'il en vient un prix raisonnable.

Pour pouvoir faire un mémoire pour toi contre Jacquemain, il faudrait que j'aie les copies des comparutions, ou au moins les mandats et le jugement de première instance.

J'écrirai à M. Maret pour la cause contre Fusey.

Je t'envoie avec la présente les papiers de Catherine Gillioz et ceux de Bruchez, de Lourtier ; ils n'ont rien à payer. Je joins aussi les papiers de Jean-Pierre Fellay pour les lui remettre en cas de besoin ; il doit quarante batz pour comparution et quatre batz pour signature et façon d'un mandat ; sur quoi Maurice Fellay m'a arrangé un collier de cheval, il doit payer le surplus. Tu trouveras aussi le compte de Jean Filliez qui est de cent cinq francs, cinquante-cinq rapps ; il doit payer.

J'ai été les derniers jours de la semaine passée à Vevey. J'ai parlé à un avocat de Lausanne pour avoir de l'occupation ; il m'a promis de s'intéresser à moi, mais pour le moment, je n'ai rien d'assuré.

J'ai écrit au Conseil d'Etat pour ma justification ¹ ; il m'a répondu que j'étais compris dans l'arrêté du 30 mai dernier ². J'apprends à l'instant que le Conseil d'Etat a donné ordre aux grands châtelains d'arrêter les personnes suivantes, pour être conduites en prison, à Sion, comme rebelles à la patrie, dans l'ordre ci-après ; ce sont : 1^o Barman Maurice ; 2^o Barman Joseph ; 3^o Joris Alexis ; 4^o Dufour Casimir ; 5^o Abbet Joseph ; 6^o Morand Alphonse ; 7^o Fumey Michel (président) ; 8^o Filliez Maurice ; 9^o Torrent Joseph (major) ; 10^o Gay Jean-Baptiste ; 11^o Crettex Joseph ³.

¹ Par lettre du 7 juin 1844, selon *La Vérité* (p. 16) et les lettres du 13 et du 23 juillet (voir ci-après, pp. 296-297). La copie autographe de cet exposé circonstancié, conservée par M. Jos. Nicollier, est datée du 6 juin ; nous la reproduisons ci-après en *Annexe*, pp. 288-292. Ce texte constitue le premier état du « narré » que Filliez publiera en 1847 dans *La Vérité*, pp. 5-16 ; il est, sur plusieurs points, beaucoup plus explicite que ce dernier.

² Réponse mentionnée dans *La Vérité*, p. 16 ; voir aussi *Protocole des séances du Conseil d'Etat*, séance du 10 juin 1844, p. 169. — Quant au décret du Grand Conseil, du 30 mai 1844, il est publié dans le *Recueil des lois...*, t. VI, 2^e éd., pp. 353-354 (où il est daté du 29 mai), et aussi dans Rilliet, *Le Valais...*, pp. 298-299, et dans *La Vérité*, pp. 65-66.

³ Décision du Conseil d'Etat du 15 juin 1844 (*Protocole*, p. 179) et non du 17 juin comme le porte *La Vérité* (p. 16) ; de plus, la décision de ce jour mentionne, non pas Jean-Baptiste Gay, mais « Maurice Guex, meneur ».

Annexe

Bex, 6 juin 1844. — Maurice Filliez au Conseil d'Etat du canton du Valais.

Les inculpations que l'on cherche à faire retomber sur moi par suite des tristes événements dont le Valais vient d'être le théâtre, me mettent dans la nécessité de vous informer des faits qui sont à ma connaissance et auxquels j'ai plus ou moins participé dès le 19 jusqu'au 22 mai dernier. Je vous en ferai le narré fidèle avec la même loyauté qui a toujours présidé à mes actions.

Le samedi 18 mai dernier, on apprend à Bagnes que tous les citoyens de la plaine du Bas-Valais étaient en marche, pour aller au-devant de Haut-Valaisans, dont une levée en masse avait été ordonnée pour marcher sur Sion.

Le nommé François Baup, de Bagnes, descendit aussitôt à Martigny dans le but de s'informer de l'état des affaires, en assurant qu'il reviendrait le même soir pour donner des nouvelles ; ce citoyen n'a plus reparu.

Le lendemain, dimanche 19 mai, nous apprenons que le sieur Baup avait réellement été à Martigny et qu'à dix heures et demie du soir il était allé boire à Sembrancher chez M. le président [de la commune, Antoine] Luder, et chez M. le notaire [Etienne-Joseph] Voutaz, d'où il est reparti pour se rendre chez lui. On le prévint à Sembrancher que ce serait dangereux de partir le même soir, que la Vieille Suisse tenait garde et faisait la patrouille à Sembrancher. Cet insensé n'écoula pas les conseils qu'on lui a donnés, et maintenant tout porte à croire qu'il est devenu la victime de la férocité de quelques mauvais sujets.

Le même dimanche, des citoyens de Sembrancher montent à Bagnes pour solliciter du secours, se disant menacés d'être égorgés par leurs adversaires. Quinze citoyens de Bagnes, au nombre desquels je fus, descendirent donc à Sembrancher vers les dix heures du soir : 1^o pour demander compte de la disparition du sieur Baup ; 2^o pour protéger nos amis de Sembrancher contre les violences dont ils se disaient menacés.

En arrivant au chef-lieu, nous demandons au vice-président [Xavier-Nicolas] Contard, en l'absence du président, la reddition de l'individu qui nous manquait. Sur la parole qu'il nous a donnée, qu'il ne savait pas où il était et en l'absence de preuves, nous n'avons pas persisté dans cette demande. Le même soir, nous fîmes patrouille à notre tour, mais sans provocation et sans ostentation, et tout se passa dans le calme et le silence.

Le lendemain matin, le conseil de la bourgeoisie de Sembrancher s'assembla ; je m'y transportai, accompagné de M. le lieutenant Daniel Ribordy, [châtelain de la commune]. Tout le monde y manifesta des sentiments de conciliation et de paix et l'on y arrêta à peu près les arrangements suivants :

1^o Il a été arrêté que l'on empêcherait toute provocation entre les partis ; que l'on tâcherait de rétablir la paix et la confiance entre tous les concitoyens.

2^o Que l'on demanderait une loi pour une répartition plus équitable des charges militaires, une instruction plus appropriée aux besoins du peuple, et

l'abolition des immunités du clergé, sauf pour le correctionnel qui resterait entre les mains de l'autorité ecclésiastique.

3° Qu'une adresse serait faite aux tribunaux pour tenir sévèrement à l'exécution des lois, sans esprit de parti, etc.

Ces propositions devaient être soumises à la délibération du peuple. Au moyen de quoi on a convenu que chacun rentrerait paisiblement dans ses foyers, ce que nous exécutâmes aussitôt, contents de vivre en paix et en bonnes relations avec tous nos concitoyens. Mais en arrivant à Bagnes, nous apprenons avec surprise que M. le capitaine [Etienne] Pittier, [grand châtelain d'Entremont], du côté de la rive droite [de la Drance], et MM. les notaires Jacquemain père [Joseph] et fils [Maurice], du côté de Bruson, faisaient la ronde dans les villages pour exciter et forcer les citoyens à prendre les armes, nous ne savions pour quel motif. D'après la rumeur publique et les rapports qui se faisaient, leur intention était de tomber en masse sur le chef-lieu (Le Châble), où se trouvait le plus grand nombre de leurs adversaires politiques. Voyant ces dispositions belliqueuses, je vais trouver le président de la commune de Bagnes [François Pourprix] pour lui manifester mon étonnement et lui communiquer l'arrangement pacifique que nous avions arrêté à Sembrancher. Le président promet de convoquer le conseil ; cependant M. Pittier poursuivait sa tâche, appelant tous les siens aux armes par l'ordre du gouvernement, disait-il, et nous les vîmes bientôt défiler avec armes, sur les côtes de la vallée, pour se réunir tous ensemble au centre de la commune. Bien qu'aucune publication n'ait été faite au nom du gouvernement, nous nous informons auprès du président si cet appel aux armes venait réellement de la part de l'autorité légale ; il nous répondit au milieu de la place publique *que cela n'était pas à sa connaissance, qu'il n'avait reçu aucun ordre*. Alors les citoyens du parti libéral, exaspérés de cet armement, prennent les armes, courent en désordre par le village et manifestent des intentions de se défendre à outrance. Je leur dis alors de se calmer, que pour se défendre avantageusement il fallait opposer une défense organisée. On me choisit pour leur commandant.

Voyant l'exaspération s'augmenter, on envoie des parlementaires, les conseillers François Besse, Jean-Maurice Bruchez, Vital Deslarzes, secrétaire du conseil, et le sergent M. Basile Maret, pour aller au-devant de la troupe de M. Pittier, pour l'engager à déposer les armes, en leur présentant l'arrangement que l'on avait fait à Sembrancher. On repoussa avec fierté nos propositions conciliatrices, en disant qu'*ils voulaient en finir avec nous*. Blessés dans notre honneur et convaincus de la loyauté de nos intentions, au nombre d'environ cent personnes, nous nous mettons en mesure de défense et nous allons au-devant de nos adversaires. Une lutte s'engage entre Montagnier et Villette (*Villetaz*) ; trois du parti adverse y ont malheureusement perdu la vie ¹ et un quatrième fut grièvement blessé. Un seul des nôtres reçut une blessure grave. Nos adversaires prirent la fuite et furent poursuivis jusqu'au village de Montagnier où les nôtres, fiers de leur victoire, entrèrent de force dans le domicile de M. l'avocat [Georges-François] Fusey, dans la croyance que M. Pittier y était enfermé, et commirent quelques actes de violence que je déplore et que j'empêchai autant qu'il fut en mon pouvoir aussitôt que je fus arrivé, comme peuvent l'attester les personnes présentes de quelque parti qu'elles soient.

Le même soir, quarante volontaires montent à la *Croix-du-Cœur* (*Croix de Cœur*) pour surveiller ce qui se passait dans la plaine et empêcher qu'aucun étranger n'entre dans la commune.

Le lendemain matin (21 mai), craignant une nouvelle prise d'armes de la part de nos ennemis, nous nous dirigeons, au nombre d'environ soixante, du côté de la rive droite en arrivant à Bagnes, sans aucune intention hostile (du moins la mienne), pour explorer les lieux et nous emparer, il est vrai, de quelques armes, selon les circonstances.

En arrivant près du Sapey (*Sapay*), la moitié de la compagnie se dirigea vers ce village pour s'assurer s'il n'y avait pas chez les frères Michellod, d'après les bruits qui avaient circulé, une espèce d'arsenal et la retraite de nos adversaires les plus échauffés, tandis que je me dirigeai du côté opposé avec le reste de la troupe. Etant arrivé à cinq minutes environ de distance, j'entendis la détonation de quatre coups de fusil lâchés successivement. Surpris d'entendre des coups de feu, je cours à l'improviste vers la demeure des frères Michellod, et je m'informai de ce qui se passait. Aussitôt, l'on me répond qu'un individu (*Vieux Suisse*) étant sorti, armé d'un fusil, de derrière une grange, on le somma de se rendre et de déposer son arme, et qu'au lieu de s'expliquer, il riposta par un coup de feu. Croyant alors que c'était le signal et le commencement d'une lutte, les *Jeunes Suisses* (j'appellerai ceux de notre bord de ce nom, quoiqu'une grande partie n'ait fait partie d'aucune société) lâchèrent trois coups sur le provocateur qui tomba mort ².

Je leur fis une vive réprimande sur leur imprudence, et après m'être assuré qu'il n'y avait aucune crainte d'agression et d'hostilité dans cet endroit, je les engageai à se retirer.

Etant sur la hauteur du village, nous vîmes approcher, à l'embouchure de la vallée, une colonne de gens armés ; nous allons à son rencontre ; nous nous approchons d'elle. Je reconnais que c'était la Vieille Suisse d'Entremont, commandée par M. le capitaine [Louis] Pignat. Deux parlementaires s'approchent ; ils réclament l'entrevue des deux chefs. Je m'abouche avec M. Pignat qui me demande aussitôt si je reconnaissais le gouvernement. Je lui répondis affirmativement, *que je ne l'avais jamais renié et [que] je n'avais point pris les armes contre lui*. Je lui demandai s'il avait d'autres choses à me demander ; sur sa réponse négative, nous nous tendons une main fraternelle et nous allons mettre par écrit, conjointement avec le conseil de Bagnes, la convention dont copie ci-jointe ³.

La Vieille Suisse d'Entremont se retira après un petit rafraîchissement et tout se passa dans la tranquillité, sauf quelques coups échangés du côté des mayens de la partie occidentale de la vallée, où un détachement de la Vieille Suisse avait été à la poursuite de quelques citoyens qui avaient été au Sapey.

Je n'ai sous ce rapport qu'à louer la sollicitude du conseil qui envoya deux fois de ses délégués pour faire cesser toute hostilité et empêcher tous mauvais accidents.

J'envoyai aussi un exprès à la *Croix-du-Cœur* pour prévenir le détachement qui y était stationné, de notre arrangement, en les engageant à rentrer dans leurs foyers. Ils descendirent, en effet, le même soir, sans tirer un coup de feu.

Tel est le narré fidèle et consciencieux de ce qui s'est passé à ma connaissance à Sembrancher et à Bagnes dès le 18 jusqu'au 22 mai dernier. Tout autre rapport contraire à celui-ci serait faux et mensonger.

Cependant, malgré la croyance que tout était fini, la paix étant faite entre les partis par les deux actes réconciliatoires que nous avions signés, nous voyons arriver, dans la matinée du 22 mai, une colonne de Haut-Valaisans composée de 5 à 600 hommes, à la tête de laquelle se trouvait M. Adrien de Courten. Confiant à la parole donnée, j'éloignai de moi toute crainte d'actes de vexation et de violence, et je restai chez moi jusqu'à la sortie des offices de l'enterrement des quatre victimes de la bataille. Plusieurs personnes craignant pour mes jours vinrent alors me prévenir de me cacher, ce que je fis non sans répugnance.

Leur prévision se justifia bientôt, car on entendit aussitôt des cris de vengeance, de pillage et de mort. M. le notaire Jacquemain père, vice-président du dizain d'Entremont, profitant de la circonstance pour assouvir une injuste haine, poussait le peuple à l'exaspération pour m'écraser ; il courait sur la place publique comme un lion rugissant, cherchant la proie qu'il veut dévorer. Mais, que dis-je ? mon indignation m'exalte ; je lui pardonne de bon cœur, quoique je n'aie jamais rien fait à son égard que ce que la justice et le devoir m'imposaient. Cependant, M. Jacquemain, je ne sais par quel droit, ordonne chez moi une visite domiciliaire pour s'emparer de ma personne. Après avoir fait environner ma maison de tous côtés, il fouille tout, depuis le toit jusqu'à la cave, avec un acharnement qui augmentait à mesure qu'il perdait l'espoir de pouvoir me trouver.

Le même soir, dans la nuit du 22 au 23 mai (à minuit), on cerne de nouveau ma maison, et une horde de forcenés, dont un de Bagnes et les autres d'Orsières, pénètrent dans l'intérieur du bâtiment, fouillent et refouillent jusqu'aux plus petits objets dans l'intention de m'empoigner, et Dieu sait ce qu'ils auraient [fait] de moi s'ils m'avaient trouvé. Un d'eux, voyant l'inutilité de leurs recherches, va au-devant de ma tendre et jeune femme en pleurs, avec la baïonnette sur la gorge pour lui faire déclarer où j'étais (elle ne le savait pas), pour m'égorger. Ces menaces auraient probablement été suivies de quelques actes de violence, sans l'intervention de la garde des Haut-Valaisans qui, plus humains qu'eux, mirent fin à ces monstruosité.

En présence de tous ces excès, sans compter les contributions que l'on me fit supporter, je dus m'échapper comme j'ai pu et me retirer dans la terre hospitalière du canton de Vaud.

Livré ici à mes méditations, je suis à me consulter si je pourrai rentrer en sécurité dans mes foyers.

Je vois le décret du Grand Conseil du 30 mai dernier établissant la catégorie des coupables. Une seule disposition pourrait me concerner ; c'est celle-ci : « ceux qui se sont mis à la tête de bandes armées ».

D'après le narré que je viens de vous faire, vous reconnaîtrez, Messieurs, la loyauté de mes intentions, et d'après les circonstances qui m'ont engagé à prendre part aux mouvements, je ne crois point que cette disposition puisse m'être applicable :

1° Je ne me suis point mis moi-même à la tête d'aucune bande ; les citoyens du parti dit de la Jeune Suisse se sont réunis spontanément au nombre d'environ cent vingt sans instigation (du moins à moi connue), et ce n'est qu'après que j'ai vu les deux partis les armes à la main, que je leur ai dit sur la place publique, au Châble, qu'ils devaient se nommer des chefs, et ce n'est qu'après leur choix que j'ai pris le commandement.

2° La déclaration que nous a faite le président de la commune, qu'il n'avait aucun ordre du gouvernement pour faire prendre les armes, et l'intention que nos adversaires politiques de la commune, d'après le bruit qui courait, devaient venir nous massacrer le même soir, doivent amplement justifier notre démarche.

3° Toutes nos offres conciliatrices et le désir de vivre en paix avec nos compatriotes sont des témoignages suffisants de la loyauté de notre conduite et de la pureté de nos intentions.

Si nos adversaires n'avaient pas pris les armes, ou si le président nous avait déclaré que l'ordre de marcher venait du gouvernement, le parti de la Jeune Suisse de Bagnes n'aurait pas pris les armes, et aucun fâcheux événement ne serait arrivé.

La malveillance n'aura pas tardé sans doute à faire des rapports contre moi, en mettant à ma charge des faits faux ou dénaturés ; je voudrais les connaître pour me justifier. Je demande du reste que l'on prouve tous les griefs dont on chercherait à m'inculper, déclarant faux et calomnieux tous ceux qui seraient contraires à ceux que je viens de vous faire connaître.

Je n'ai engagé personne à prendre les armes ; je n'ai jamais fait partie de l'association de la Jeune Suisse, ni d'autres sociétés politiques (quoique mes ennemis l'aient malicieusement suggéré pour me nuire) ; ma détermination a toujours été de conserver mon indépendance contre toute espèce de caste de quelque parti qu'elle soit ; j'ai toujours détesté les excès des partis et les actes de violence qui en furent le résultat ; je n'ai jamais exercé de vengeance contre mes ennemis, quoique l'occasion n'aurait pas manqué pour le faire.

Personne plus que moi ne tient à l'exécution des lois, au respect dû à l'autorité légale ; mais aussi je déteste toute espèce de privilèges : telle a toujours été ma règle de conduite.

Messieurs, je vous ai ouvert mon cœur ; jugez-moi. Je vous prie de vouloir bien me ménager un de vos moments pour m'informer si je ne pourrai pas rentrer en sûreté dans mes foyers pour vaquer à mes occupations.

J'attends une réponse de votre sollicitude paternelle. Si je devais être jugé par un tribunal, je prie le Conseil d'Etat de vouloir bien lui communiquer la présente pour servir de pièce justificative.

¹ Les trois victimes du 20 mai sont : Maurice-Eugène Carron, de La Montau ; Pierre-Maurice Besson, de Verbier ; Etienne-Joseph Luisier, de Sarreyer.

² Il s'agit de Joseph (Jean-J-Frédéric) Courthion, fils de Jean-Joseph et de Marie-Catherine Jacquemain.

³ Elle est publiée dans *La Vérité*, p. 59.

Bagnes, 9 juillet 1844. — Benjamin Filliez à son frère Maurice, à Bex.

Le capitaine de la gendarmerie M. [Chrétien] Furrer, accompagné de quatre gendarmes, est à Bagnes pour faire déposer les armes à tous ceux qui ne l'auraient pas encore fait¹. Il a fait une recherche des plus exactes, accompagné encore de Jacquemain fils et Gard, de Champsec, chez Vital Deslarzes, en présence du président de la commune. On a été chez toi le 8 juillet pour faire déposer ta carabine ; le capitaine lui-même a sollicité à ta femme de la rendre, disant qu'il valait mieux pour toi de te soumettre, de ne pas la retenir. Elle a répondu qu'elle ignorait où se trouvait la carabine et qu'elle ne pouvait la rendre. On lui dit qu'on aurait envoyé une compagnie de garnisaires saviésans si elle ne la rendait pas. Nous [n']avons pas su comment faire, sauf de lui dire qu'on voulait bien t'écrire pour te demander où elle se trouve. Le capitaine, avant de faire son rapport au gouvernement, a demandé qu'on lui donne par écrit que nous demandions le temps de t'écrire avant qu'il fît son rapport. Tu voudras donc nous dire au plus vite de quelle manière tu en disposes. Il ne serait pas mauvais de faire arriver une déclaration d'un Vaudois par laquelle tu la lui aurais vendue.

Fais en sorte de ne pas te compromettre et de ne pas augmenter la gravité de ta position.

Je t'envoie la copie du mandat qui pourra te servir pour le mémoire contre Jacquemain, que je te prie de ne pas oublier de me faire parvenir au plus vite.

J'aurais bien voulu que tu n'aies pas acheté une autre carabine ; j'ai besoin d'argent. C'était assez tôt d'en acheter une lorsque j'aurais fait la rentrée de quelques titres.

[Sur la même lettre, notes de la main de Maurice Filliez pour une réponse :]

On ne confie pas les armes aux femmes.

L'arme est en mon pouvoir.

Aucun motif légitime ne peut m'engager à m'en dessaisir.

Les coupables sont désarmés.

Pour quel motif...

Je saurai souffrir les persécutions, comme je saurai vivre avec honneur.

Nos sentiments doivent être les mêmes.

La basse jalousie et l'infâme calomnie font mouvoir les ressorts de l'autorité.

Seulement exécuter. Ecrire au Conseil d'Etat².

¹ En vertu de la décision du Conseil d'Etat du 3 juillet 1844 (*Protocole*, pp. 187 à 189). Voir aussi *La Vérité*, p. 15, note 1.

² La réponse en forme, datée du 13 juillet, est publiée *Annexe II* ci-après, pp. 296-297.

Bex, 23 juillet 1844. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Je te prévien que Geneviève Volluz m'a fait tenir à Bex soixante francs ; elle ne redoit donc plus que quarante francs.

Quant à ton procès, je te conseille de prendre un avocat. Sur la question incidentelle dont est appel, je ne sais rien dire de nouveau ; tous mes moyens ont été déduits aux comparutions qui ont eu lieu à ce sujet et au jugement qui s'en est suivi. Il faut donc que tu prennes les pièces du tout et que tu les remettes à un défenseur. Je voudrais de tout mon cœur de pouvoir t'exempter d'un avocat, mais dans la circonstance actuelle et avec les mauvaises dispositions du tribunal, tu ne peux t'en passer.

Que faire ? C'est une crise par où il faut passer.

Bex, 4 août 1844. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Par lettre du 23 juillet dernier ¹, j'ai écrit au président du tribunal spécial [Ferdinand Stockalper] ² siégeant à Sion pour avoir la faculté de me faire représenter par un procureur, ou de pouvoir me présenter en personne pour défendre ma cause avec un sauf-conduit, c'est-à-dire sans arrestation préventive ; il m'a répondu que *la commission ne pouvait nullement admettre de me faire représenter par un procureur jusqu'à ce que la procédure fût déclarée suffisamment instruite et qu'il lui était impossible pour le moment d'accéder à la demande de lever l'arrestation préventive prononcée par les pouvoirs législatif et exécutif* ³.

Cette réponse est tout à fait contradictoire avec les considérants sur lesquels la commission s'est basée pour accorder la liberté à ceux qui étaient aussi décrétés d'arrestation, au nombre desquels se trouvent aussi M. [Jean-Baptiste] Gay, sous le cautionnement de M. le grand châtelain [Pierre-Gabriel] Desfayes, et M. le major [Joseph] Torrent, sous celui de son frère [Pierre] qui doit être aussi inculpé. Il paraît que M. l'avocat [Joseph-H.] Barman a été cautionné par M. l'avocat [Henri] Ducrey, mais sans demande de la part du premier. M. [Joseph] Crettex a été cautionné par M. [Nicolas] Vernay.

Pour lever le décret d'arrestation prononcé par le pouvoir exécutif sur ces individus, la commission s'est basée sur la constitution, qui dit que *les tribunaux sont indépendants*, tandis que, pour moi, elle répond qu'elle ne peut lever une arrestation prononcée par le pouvoir exécutif.

Tu vois qu'il y a beaucoup de tartuferie et de diplomatie, et il paraît que l'on veut arranger les affaires diplomatiquement. Si tu montes à Sion pour porter de l'argent, tu peux t'adresser sans gêne au président du tribunal spécial et au Conseil d'Etat, pour leur demander quels sont les griefs que l'on veut mettre à ma charge et pourquoi l'on ne veut pas m'admettre à comparaître sans arrestation préventive. Tu peux affirmer que je n'ai point commandé le

feu à Corberrayes (*Corberaye*) pour commencer, et dès que la lutte fut engagée, l'on ne peut pas me faire un crime, pendant le combat, d'y avoir pris part. Tu sais du reste à peu près ce qui s'est passé. Tâche d'avoir la copie de l'arrangement que j'ai fait à Sembrancher⁴ ; le Conseil d'Etat a la copie de celui que j'ai fait avec Pignat à Bagnes⁵. Je joins ici la copie de la lettre que j'ai écrite au Conseil d'Etat au sujet de la carabine⁶.

Tu remettras à Fusey le jugement qu'il a bien voulu te communiquer et tu lui demanderas, à lui ou à Fusey du Sommet du Châble, combien en définitive ils veulent donner pour en finir. Il faut se contenter de peu de chose, mais, pour n'avoir rien, je préfère poursuivre jusqu'à la fin, aux risques de payer des frais.

Je ne dois rien à Moulin, de Prarreyer ; il me doit au contraire deux stipulations d'actes.

Le montant des obligations qui m'ont été cédées pour le compte d'Anne-Marthe Brême a été porté en ligne de compte dans la note que je t'ai remise ; il n'y a pas à s'écarter de cette note.

Ribordy doit payer les vingt-deux batz dont je t'ai donné note. Je lui avais bien promis de faire à meilleur marché s'il y avait arrangement entre lui et le débiteur avant l'exécution à gagement, mais la saisie a eu lieu et avec tiers en sus en faveur du créancier ; il n'y a pas lieu à lui faire des rabais.

MM. Gay et Crettex paraîtront tous les deux le 6 mardi avec leur sauf-conduit. J'écrirai au tribunal spécial, par le courrier de demain, que je ne paraîtrai pas, vu l'injuste arrestation préventive et les mesures arbitraires que l'on met en avant pour empêcher, pour ainsi dire, tout moyen de justification⁷.

Je partirai demain pour Lausanne ; si la place est bonne et si je puis convenir, je me propose d'y demeurer quelque temps ; si je puis rentrer chez moi plus tard avec honneur, Auguste⁸ pourrait me remplacer.

[P.-S.] M. [Joseph-H.] Barman ne profite pas pour le moment de la faveur qui lui est accordée ; il occupera probablement cet hiver prochain une chaire de droit romain, à Lausanne.

¹ Nous la publions en *Annexe I* ci-après, p. 296, d'après la minute communiquée par M. Chappaz.

² Désigné par le Conseil d'Etat en séance du 2 juillet 1844 (*Protocole*, p. 187).

³ Souligné par l'auteur. Réponse datée du 1^{er} août 1844 et publiée dans *La Vérité*, p. 60.

⁴ Voir plus haut, p. 288 et *La Vérité*, pp. 6-7.

⁵ Voir *La Vérité*, p. 59.

⁶ Filliez a d'abord rédigé quelques notes en vue d'une réponse, à la suite de la lettre de son frère Benjamin, du 9 juillet 1844 (voir plus haut, p. 293). La minute autographe signée, que nous publions en *Annexe II* ci-après (pp. 296-297), est conservée aux Archives cantonales, dans le Fonds M. Charvoz (dossier 93) ; M. Jos. Nicollier en possède une copie autographe.

⁷ L'original autographe est conservé par M. Jos. Nicollier ; nous le publions en *Annexe III* ci-après, p. 297. Filliez, cité « à domicile », ne se présentera donc pas. En date du 8 août, le Tribunal central le réassignera « à paraître par-devant la commission d'enquête, à l'hôtel de ville de Sion, pour l'un des jours suivants, savoir pour le 14 et 18 courant et le 11 septembre prochain, à 10 h. avant midi ». (Publié dans le *Bulletin officiel*, N° 33, du 17 août 1844, p. 210.)

⁸ Auguste (Pierre-Maurice-) Filliez, frère de Maurice. Baptisé le 22 septembre 1820 ; épouse en 1850 Euphrosine Troillet ; décédé le 30 décembre 1891.

Annexe I

[Bex], 23 juillet 1844. — Maurice Filliez au président du Tribunal central, à Sion.

Par lettre du 7 juin dernier, j'ai déjà donné connaissance au Conseil d'Etat avec toute l'exactitude possible des événements survenus à Bagnes qui pouvaient se rattacher à ma conduite, lors de la dernière prise d'armes. Il m'a fait répondre que j'étais compris dans le décret du Grand Conseil du 30 mai dernier, sauf à me justifier.

Ayant appris que ce tribunal siégeait actuellement à Sion, je viens par la présente vous prier de vouloir bien m'informer si je ne pourrais pas me faire représenter par un procureur pour ma justification, si tant est que je dusse être mis en accusation, ou me présenter personnellement, pourvu [d']une assurance de ne point encourir une arrestation préventive.

Dans l'attente d'une réponse...

Annexe II

Bex, 13 juillet 1844. — Maurice Filliez au Conseil d'Etat du Valais, à Sion.

Par lettre du 7 juin dernier¹, je vous ai informé franchement et loyalement des événements survenus à Bagnes les 19, 20 et 21 mai dernier. Je reçus de votre chancellerie une réponse qui n'a point répondu à mon attente. J'apprends plus tard que le Conseil d'Etat m'a mis au nombre de ceux qui doivent être arrêtés, et aujourd'hui l'on m'informe que le capitaine de la gendarmerie s'est transporté avec sa suite dans mon domicile à Bagnes pour réclamer encore une fois une misérable carabine que j'avais, avec menace d'envoyer une compagnie de garnisaires si on ne la rendait pas.

Profondément affligé de ces vexations, je ne puis m'empêcher de vous en manifester toute ma surprise, car je suis convaincu que ces vexations extra-légales que l'on exerce contre moi et ceux de ma famille ne peuvent point partir de la libre opinion du Conseil d'Etat, mais de rapports passionnés et calomnieux que la basse jalousie seule a pu engendrer. Le gouvernement ne doit point avoir de griefs ni de sujet de récrimination contre moi ; je n'ai jamais trahi personne et encore moins l'autorité. Quand tout le pays était en armes, devais-je, comme un lâche, rester dans l'inaction ? Non. J'ai fait mon devoir. J'ai pris les armes pour défendre ma personne et soutenir des principes. Je me suis conformé au décret du Conseil d'Etat (6 mai 1844)².

Je ne saurais donc pas pour quel motif l'on voudrait m'arracher une arme que je ne me crois pas indigne de porter. Ma conduite a toujours été loyale et sans détour ; fort de ma conscience, je ne crains pas les menaces et encore moins les persécutions.

Je suis prêt à me rendre à tous les ordres du Conseil d'Etat que j'ai toujours respectés, mais je ne consentirai point, en signe d'humiliation, à faire la remise d'une arme qui m'appartient.

Ce sont les coupables et les criminels que l'on désarme, et je prétends ne pas l'être.

Je vous confirme par la présente ma première, et j'espère, Monsieur le président et Messieurs, que vous saurez vous mettre au-dessus des exigences de la passion et des partis. Et si, malgré mes protestations de loyauté, je devais encore être la victime de mesures arbitraires, je saurai en vrai chrétien les supporter avec résignation. La religion qui a toujours été ma règle de conduite m'accompagnera dans les jours de malheur. Mais d'apprendre qu'une jeune et innocente femme, dans l'état de grossesse³, et encore avec un enfant en bas âge, soit en butte à de telles altercations, c'est ce qui m'afflige le plus et que je ne puis oublier.

Dans l'espoir d'un meilleur avenir...

¹ La copie de M. Nicollier porte par erreur « du 7 mai dernier ».

² Décret du 6 mai 1844 par lequel le Conseil d'Etat, « en exécution des pleins pouvoirs dont il est muni et en développement de sa proclamation du 27 mars dernier [sur les mesures de rigueur accrues pour réprimer les désordres], défend que des forces agissent sur quelque point que ce soit du pays, en dehors des ordres du Conseil d'Etat. Il enjoint à toutes les communes du canton à combattre et arrêter, sans autre invitation, par leur contingent fédéral et leurs landwehrs, toute troupe armée, ou suivie d'armes, non autorisée par la loi, et qui se mettrait en mouvement sans l'appel du gouvernement » (*Protocole*, p. 159).

³ En effet, six mois plus tard, le 15 octobre, à Bagnes, Madame Filliez donnera le jour à une deuxième fille, Julie-Alexandrine.

Annexe III

Bex, 4 août 1844. — Maurice Filliez au président du Tribunal spécial siégeant à Sion.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser pour me prévenir *qu'il vous est impossible pour le moment de lever l'arrestation préventive prononcée contre moi par les pouvoirs législatif et exécutif*.

Tout en vous remerciant de cet avis sans lequel j'aurais pu devenir victime de ma bonne foi à la faveur du mandat de citation que vous m'avez fait notifier pour comparaître le 7 courant, je ne puis m'empêcher de vous faire observer que votre réponse est tout à fait contradictoire avec les considérants sur lesquels vous vous êtes basé pour accorder des sauf-conduits à des prévenus de ma catégorie ; ce qui démontre l'inconstitutionnalité du tribunal et l'injustice de la mesure.

Je déclare donc que je ne paraîtrai point au jour sus-fixé, vu l'injuste décret d'arrestation préventive porté contre ma personne et les mesures arbitraires dont on fait usage pour créer des coupables et empêcher, ce semble, tous moyens de justification.

Lausanne, 24 août 1844. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

J'ai reçu la lettre du 18 août que j'attendais avec impatience ¹. Je ne suis pas étonné des démarches et des calomnies de nos ennemis, mais je suis indigné que l'autorité y ajoute autant de foi.

Puisque le Grand Conseil est convoqué pour le 29, il faut peut-être attendre ses opérations avant que je demande un sauf-conduit ². Je n'aurais point de répugnance à ce que quelqu'un de mes amis présente à l'approbation de M. [Etienne] Pittier un sauf-conduit pour pouvoir me justifier, mais il faut le faire sans bassesse et sans humiliation. Cet individu qui me doit la vie ³, s'il avait un sentiment de justice et d'humanité dans son cœur, devrait bien s'intéresser à ma position, mais on ne doit rien attendre des perfides.

J'ai eu ici ces jours derniers l'étudiant [Georges-François] Maret, de Brusson ; il m'a dit qu'il venait me trouver pour avoir des renseignements ; qu'il était en conflit avec les Jacquemain et C^{ie} pour une lettre qu'il avait écrite au tribunal spécial, à Sion, à ma justification ⁴ ; il a dû faire porter cette lettre par Pasche. Tout en croyant qu'il ne voudrait point employer ou que l'on emploie contre moi de moyens mensongers, j'ai cru qu'en venant à Lausanne, [il avait] une double mission, qui est, la seconde, d'espionner si les bruits de reprise d'armes avaient quelque apparence de réalité. Tu es plus à même de juger si on peut se fier à lui ; il m'a dit qu'il irait te trouver en arrivant à Bagnes. Tu peux bien, je pense, lui communiquer la copie de ma correspondance avec le Conseil d'Etat, que je t'ai envoyée ⁵.

J'ai travaillé pendant huit jours dans un bureau de commerce ; il n'y avait pas alors de commis. Maintenant je suis remplacé et je suis sans occupation. Je ne pouvais plus suivre la comptabilité sans prendre des leçons, ce que j'aurais fait ; mais pour continuer, il me fallait m'engager pour trois à quatre ans, ce à quoi je n'ai pu me résoudre. Un avocat de Lausanne m'a fait espérer de me trouver de l'occupation.

Je crois t'avoir remis les papiers du procès de François Filliez, de Brusson, contre Joseph Maret ; il me les a fait réclamer plusieurs fois. Si tu les as, tâche de les lui remettre.

Je joins aussi les papiers concernant la curatelle des enfants Caseux, de Brusson, avec mon compte avec un solde à mon débit de dix-neuf francs, nonnante rappes.

Vu mon absence, il faut profiter de ce moment pour me décharger de ce fardeau. Tu parleras donc à M. [François-Jos.] Troillet, [châtelain et président de la chambre pupillaire,] pour faire convoquer la parenté et recevoir le compte par un nouveau curateur ; tu prendras les mesures pour acquitter ce que je dois, le jour de la réunion ; tu remettras en même temps les papiers ci-inclus qui concernent la curatelle.

On m'a dit que M. [Alexis] Joris avait remis son bilan au châtelain de Collombey-Muraz [J.-D. Parvex]. Tu t'empresseras donc de remettre à mon compère Troillet, de Lourtier, le titre ci-joint contre le père de M. Joris [Fran-

çois-Emmanuel], avec un mandat et une lettre de M. Delacoste, afin qu'il puisse inscrire ses prétentions au plus vite.

Il suffira qu'il inscrive pour le tiers seulement, les autres deux tiers devant être à la charge de ses deux sœurs, dont l'une [Marguerite] est femme de M. le capitaine [François] Bovier, à Naples, et l'autre [Virginie], encore célibataire, pour laquelle M. Delacoste s'est engagé de payer.

M. Barman avocat est monté à Sion aujourd'hui matin pour paraître par-devant le tribunal spécial.

MM. les frères Torrent étaient aussi cités pour aujourd'hui.

En attendant d'autres nouvelles...

¹ Non retrouvée.

² M. Filliez le fera par lettre datée du 28 août 1844. Nous la publions en *Annexe* ci-après, d'après la minute autographe communiquée par M. Chappaz.

³ Louis Gard rapporte, en effet, dans la relation dont il sera question plus loin (lettre 6, note 3) et qui est publiée en *Appendice I*, que, « après la déroute de la Vieille Suisse, Filliez s'employa à sauver les débris réfugiés à Montagnier. Il fit preuve de valeur dans le combat et de générosité après la victoire : c'est sur mon cadavre que l'on marchera, disait-il, avant de tuer Pittier ou qui que ce soit après la lutte ».

⁴ Non retrouvée.

⁵ C'est ainsi que sont conservés, chez M. Joseph Nicollier, petit-fils de Benjamin Filliez, les documents que nous pouvons aujourd'hui publier.

Annexe

Lausanne, 28 août 1844. — Maurice Filliez à François-E. Perrig, rapporteur près le Tribunal central, à Sion.

Après avoir informé le Conseil d'Etat des événements du mois de mai, j'adressai le 23 juillet dernier une lettre au président du tribunal spécial pour demander la levée du décret d'arrestation prononcé contre moi, afin de pouvoir paraître en personne pour ma justification.

Sous date du 1^{er} août courant, je reçus, au nom de la commission du même tribunal, une lettre signée par son vice-président [Janvier de Riedmatten] ¹, par laquelle il m'informait que, vu les griefs qui pesaient sur ma conduite, il lui était impossible d'accéder à ma demande, etc. ²

Je suis d'autant plus surpris de cette réponse négative que plusieurs autres de ma catégorie ont obtenu la même faveur que j'ai demandée, et si ma conduite est si coupable, comme il paraît qu'on vous l'a fait entrevoir, il importe d'autant plus que le prévenu soit entendu et sa conduite, mise au grand jour.

On m'a dit que l'on continuait à faire des pétitions contre moi ³, mais j'ai encore la croyance que l'amour de la justice et de la vérité dirigera seul le tribunal, et qu'il saura se mettre au-dessus de la passion de mes ennemis qui ont abusé et abusent encore d'une victoire qui n'est pas la leur.

Vous devez vous apercevoir, Monsieur, que l'égoïsme, la basse jalousie seule font mouvoir ces gens-là, et qu'ils ont intérêt à m'éloigner de ma patrie, afin de m'enlever tous moyens de justification après m'avoir fait envisager comme je ne sais quoi d'horrible, un homme dangereux, un coupable. Je ne crains cependant pas de mettre au jour ma conduite et de répondre de mes actes.

Soyez persuadé que ce n'est point l'amour national et le bonheur du pays qui font agir ces individus en invectives révoltantes contre moi : la fureur qu'ils mettent dans leurs procédés doit vous faire suspecter la loyauté de leurs intentions et apercevoir le fiel qui distille de leur cœur.

J'aurais aimé à ne pas entrer dans ces personnalités que je voudrais couvrir d'un voile éternel, mais les armes dont on fait usage contre moi m'y forcent à regret.

Le tribunal se trouvant dans une position impartiale voudra bien mettre de côté toute prévention, tous les faux rapports, et je le prie de vouloir m'accorder un sauf-conduit pour pouvoir répondre sur les faits dont on m'incolpe, et vaquer ensuite à mes occupations particulières qui sont en souffrance dans le Valais.

J'espère que la présente trouvera un bon accueil auprès de vous et que l'animosité de mes ennemis n'entrera point dans la balance de la justice. Vous-même et le tribunal dont vous êtes rapporteur ne pouvez avoir personnellement aucun sujet de récrimination à mon égard.

Quant aux affaires générales du pays, j'ai la conviction que mon opinion vous conviendra aussi bien que celle de mes oppresseurs.

Si j'ai besoin d'une caution, je m'empresserai de la fournir.

Dans l'espoir que vous voudrez bien me favoriser d'une réponse ⁴...

¹ Désigné par le Conseil d'Etat en séance du 9 juillet 1844 (*Protocole*, p. 292).

² Lettre publiée dans *La Vérité*, p. 60.

³ Dans *La Vérité* (p. 17), Filliez mentionne une pétition « couverte de près de 400 signatures », dont celles de huit notaires, dirigée contre lui. On trouvera plus loin, pp. 307 et 311, les textes des pétitions en sa faveur.

⁴ Cette nouvelle requête de Filliez semble mettre dans l'embarras le tribunal ; c'est du moins ce qui ressort de l'arrêté que prend, en séance du 6 septembre 1844, la commission d'enquête :

« Ensuite de la question posée par M. le président s'il y avait lieu à accorder des sauf-conduits à MM. l'avocat Abbet et l'avocat Filliez, le premier à sa première requête et le second à sa troisième ou quatrième... ;

» Considérant que les sauf-conduits accordés jusqu'ici peuvent être considérés comme des mesures purement provisoires conseillées par diverses circonstances, et que l'autorité qui les a accordés (soit le Conseil d'Etat, soit la commission) n'a pas agi en vertu de principes uniformément établis, mais par des considérations particulières à sa connaissance ;

» Considérant que les pouvoirs (sur la matière) du gouvernement et de la commission sont diversement appréciés ; que, pour éviter une interprétation mal fondée ou équivoque, il importe de fixer les incertitudes et d'établir une marche uniforme au sujet des arrestations préventives décrétées par le pouvoir exécutif et qui ne sont pas commandées par des données résultant de l'instruction de la procédure ;

» Le rapporteur entendu ;

arrête :

» 1. MM. les requérants sont renvoyés à se pourvoir auprès du gouvernement qui, dans sa haute sagesse, verra s'il y a lieu à révoquer, à suspendre ou à modifier son décret

à l'égard de ceux-ci, comme à l'égard d'autres de la même catégorie, pour quel effet la commission se reconnaît incompétente, sauf meilleure information.

» 2. Une copie du présent arrêté sera immédiatement transmise au Conseil d'Etat.» (AV II, 20a : Tribunal central, thèque 1, fasc. 1, *Protocole des arrêtés et décisions de la commission d'enquête du tribunal spécial*, pp. 11-12.)

Le 7 septembre, Joseph Gross, chef du département de Justice et Police, adresse la réponse suivante au président du tribunal :

« J'ai reçu l'extrait de l'arrêté que la commission d'enquête a pris, sous date d'hier, concernant le sauf-conduit réclamé par MM. les avocats Abbet et Filliez. Le Conseil d'Etat, qui s'est occupé de cette question dans la séance du 6 courant [*le protocole ne mentionne pourtant pas de séance au 6 septembre*], me charge de vous répondre qu'il est parfaitement d'avis que le sauf-conduit, que l'on peut envisager comme remplaçant le passeport, doit être accordé par l'autorité administrative ; mais par contre il estime qu'il appartient à la commission d'enquête de donner la mainlevée d'une prise de corps préventive, si l'état de la procédure ou la force des indices, et la nature du délit ne permet pas de la laisser subsister. Il ne doute pas que la commission d'enquête ne se fasse un devoir de suivre à cet égard les règles du droit criminel. » (Département de Justice et Police, *Correspondance*, vol. 10, N° 582, p. 475.)

6

Lausanne, 18 septembre 1844. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Je t'envoie ¹ ci-joint la copie d'une réclamation adressée au *Nouvelliste vaudois* dans le temps, dont un extrait a paru dans le N° 49 ². Cet écrit est tout entier de la main de Jacquemain père, même les signatures ; l'original est entre mes mains. On y reconnaît la haine et la jalousie de Jacquemain, et je suis le point de mire de toutes ses infamies.

Il a paru dans le numéro d'hier une réclamation de M. Pittier au sujet de François Baup ³, en réponse à un article de L[ouis] Gard ⁴. Il serait facile de répondre au réclamant, la matière ne manque pas ; mais dans la position où je me trouve, je ne puis pas le faire. Il est vrai que je ne suis pas attaqué personnellement, mais les patriotes de Bagnes sont pour ainsi dire signalés à la sévérité du tribunal spécial.

Je n'ai point encore d'occupation. Je pars ce soir pour Neuchâtel où l'on m'a dit que je pourrais être employé ; si je ne trouve pas du travail, il faudra m'envoyer de l'argent. Je ne puis pas rentrer. Je serai absent de Lausanne pendant huit jours.

¹ Cette lettre est datée par erreur du 18 novembre 1844 ; nous avons rectifié d'après le sceau postal.

² Nous la publions en *Annexe* ci-après, p. 302, d'après la copie autographe de M. Filliez, conservée par M. Jos. Nicollier. — Le *Nouvelliste vaudois*, dans son N° 49, du 17 juin 1844, n'en donne qu'un très bref résumé.

³ *Nouvelliste vaudois*, N° 75, du 17 septembre 1844.

⁴ Il s'agit d'une relation non signée de l'affaire d'Entremont, datée du 24 mai et parue dans le *Nouvelliste vaudois*, N° 45 (4 juin 1844), N° 47 (11 juin) et N° 49 (17 juin). — Louis Gard (1799-1865), chansonnier politique bien connu et correspondant du Valais pour le *Nouvelliste*, répond à la réclamation de Pittier dans un article daté du 19 septembre et paru dans le N° 78, du 27 septembre 1844. — Nous publions en *Appendice I* le premier de ces articles, qui est une relation proprement dite de l'affaire.

Annexe

Bagnes, 7 juin 1844. — Rectification adressée au rédacteur du *Nouvelliste vaudois* par Joseph Jacquemain, M.-Joseph Fellay, Maurice Courthion, Etienne Cretton.

Pour rectifier quelques passages de votre journal N° 45 sur les événements de la commune de Bagnes en Valais dans les journées du 20 et 21 mai dernier, les soussignés témoins oculaires vous prient de publier dans le prochain numéro :

1° Que l'avocat Filliez a fait appel aux armes, au feu contre la troupe en marche, aux ordres du gouvernement et que dans les champs de *Corberrayes* (*Corberaye*) où il commandait sa bande révolutionnaire, il fit feu le premier.

2° Qu'un citoyen conservateur blessé à mort au premier feu fut atteint et cruellement maltraité et pillé par le bandit Jeune Suisse Michel Alter, et que, même pendant l'administration des sacrements au moribond, le prêtre a dû se remontrer pour empêcher les derniers coups sur le même moribond.

3° Qu'à la poursuite des fuyards du guet-apens de *Corberrayes*, quatre bandits poursuivirent un pauvre citoyen inoffensif, déjà blessé au talon par une balle ; sans égard à ses instantes prières, il fut traversé d'une balle à la poitrine, et ses intestins, mis au jour à coups de baïonnette.

4° Qu'à Montagnier, à la poursuite des conservateurs, un nombre de brigands enfoncèrent à coups de pierres la porte de la maison du député Fusey et y firent d'horribles désordres ; trois conservateurs y furent cruellement mutilés à coups de sabre après avoir été désarmés.

5° Que le même jour, de retour du guet-apens, une bande s'est dirigée dans les mayens sous la conduite de François Maret, président de la Jeune Suisse, à la poursuite de quelques citoyens qu'ils voulaient atteindre.

6° Que le même soir, une bande pillarde s'est portée sur Verbier et y ont forcé les individus à ouvrir les portes et à mettre à leur disposition ce qu'ils avaient de denrées.

7° Que le lendemain, à l'aube du jour, la bande Filliez, à ses ordres, s'est dirigée sur Le Sapey pour y commencer le massacre médité. Ledit avocat Filliez commanda le feu sur le citoyen Joseph Courthion inoffensif qui, épouvanté en voyant arriver la bande, pensa s'échapper de la maison des frères Michellod où il était avec cinq autres citoyens, mais la maison déjà entourée, quelques-uns, au commandement de leur chef Filliez, firent déjà à la porte plusieurs décharges qui se suivirent sans relâche jusqu'à ce que la dernière l'atteignit aux reins et le traversa à environ cinq cents pas de la maison, où il fut pillé par Gaspard Moulin. Pendant cet intervalle, Filliez commandait armes aux fenêtres où l'on avait aperçu les cinq autres citoyens cachés, et Michel Alter, chef en second, hurlait à la porte fermée de cette maison : « Ouvrez, ou j'enfonce ! »

L'on passe outre, pour le coup, beaucoup d'autres circonstances graves.

Lausanne, 4 octobre 1844. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Je suis enfin de retour de mon voyage qui a été fort long. Je suis parti de Lausanne, comme je te l'avais écrit, le 18 septembre ¹, et n'y suis revenu que le 2 courant. J'ai été à Neuchâtel (ville), j'ai traversé les montagnes de La Chaux-de-Fonds et du Locle, et de là je suis allé à Besançon, revenu par le Jura français que j'ai traversé, passé par les Rousses pour entrer dans Genève.

C'est un voyage de quinze jours que j'ai presque toujours fait à pied avec un Français qui a habité le Valais, nommé Huttinot ².

Je croyais que j'aurais trouvé de l'occupation à Neuchâtel, où il se fait beaucoup de commerce ; mais je n'y ai pas trouvé de la sympathie, surtout pour les Bas-Valaisans. Par contre, j'ai trouvé à La Chaux-de-Fonds et au Locle d'excellents citoyens ; mais comme on s'occupe dans ces localités presque exclusivement d'horlogerie, ce n'est pas l'endroit pour s'occuper d'écritures.

L'endroit le plus favorable aux réfugiés politiques est encore le canton de Vaud.

J'irai passer quelques jours chez M. Nicollier, à Vevey ; il m'a dit qu'il aurait quelques écritures à me faire faire.

Si je suis obligé de passer l'hiver ici, je ne désespère pas de pouvoir trouver une place, mais je préfère encore de rentrer chez moi, s'il est possible.

Auguste m'écrit que tu lui as dit qu'après réflexions faites, je ferais bien d'accepter cette place de cinquante louis pour quatre ou cinq ans, qui s'était offerte (elle est prise à cette heure) ; mais je réfléchis aussi qu'en prenant des engagements pour un si long temps, ce serait à peu près se résoudre à quitter le Valais ; car les goûts, les habitudes de vivre changent, et les ayant une fois contractés, ils ne pourraient guère convenir pour vivre à Bagnes. Du reste, cinquante louis dans une ville feraient seulement pour son existence.

Je désire donc que tu ailles de nouveau auprès du Conseil d'Etat, aux fins d'obtenir un sauf-conduit, assez tôt pour que je puisse me présenter au moins à la dernière comparution, je voudrais même à la seconde ³. Si tu as besoin d'autres renseignements, je te les donnerai. Et si on ne veut pas m'accorder cet acte de justice, je me dispose à rompre tout à fait avec le gouvernement et [à] lui dire nettement ce qu'il est. Je préfère enfin dire la vérité avant que de ramper plus longtemps sans utilité devant une caste injuste et hypocrite ⁴.

J'ai trouvé M. Gattoz ⁵ à Genève. Il m'a dit qu'il y avait eu quelque chose à Bagnes le jour de la foire ; veuille me raconter ce qui s'est passé. Qu'ont fait le jour de la Saint-Maurice MM. [Guillaume de] Kalbermatten et [le chanoine André] Derivaz ? ⁶

En arrivant de France à Genève, je n'avais plus de l'argent. J'ai emprunté huit pièces de cinq francs avec la maison [- -] Bonzon et fils ; il faudra les restituer, si possible [le jour] de la foire de Martigny [21 octobre]. J'ai fait un billet à tirer sur mon père, ou sur Frédéric ⁷, tu les en préviendras.

Tu m'écriras encore à l'adresse de Lausanne. En attendant de tes nouvelles...

¹ L'original porte la même erreur de date que la lettre précédente, que nous corrigeons.

² Il s'agit de Victor Huttinot, rentier, de Paris, qui, ayant obtenu un permis de séjour à Saint-Maurice, le 1^{er} décembre 1843, se le vit retirer huit jours plus tard (Département de Justice et Police, *Registre des permis de séjour*, 1843, N^o 743, p. 83).

³ Des irrégularités s'étant glissées dans les publications de la citation du 8 août, le tribunal spécial, le 26 avril, assigne une nouvelle fois Filliez à comparaître « un des jours suivants, savoir le 10 septembre, 4 et 19 novembre prochain, à 4 h. de l'après-midi » (publié dans le *Bulletin officiel*, N^o 35, du 31 août 1844, p. 222).

⁴ C'est peut-être de ce moment que date dans l'esprit de Filliez le projet d'un plaidoyer devant l'opinion publique.

⁵ Benjamin Gattoz (ou Gatto), piémontais originaire de Turin, est né en 1798 selon le recensement de 1829 (Martigny, fol. 171 verso), où il est qualifié de marchand. Cependant Gattoz exerce aussi la profession de régent, et à ce titre il introduit vers 1825 l'enseignement mutuel à Monthey, où ses sentiments religieux et politiques sont « quelque peu suspects ». (Voir L. Boucard, *L'Ecole primaire valaisanne à la fin du XVIII^e siècle et son histoire de 1798 à 1830*, Saint-Maurice, 1938, pp. 272 et suivantes. — A.-J. de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, dans *Mém. et Doc. publiés par la Société d'Histoire de la Suisse romande*, 3^e série, t. V-VII, 3 vol., Lausanne, 1961, t. 2, pp. 285 et suiv. ; t. 3, pp. 74 et suiv.) De 1835 à 1845, Gattoz fait plusieurs brefs séjours à Genève, comme en témoignent les registres d'inscription de passeports, mais on ne trouve pas de preuve officielle d'un séjour en 1844. (Obligante communication de M. Louis Binz, aux Archives d'Etat, à Genève.)

⁶ Sur ces deux événements, voir la réponse de Benjamin Filliez, lettre 8 ci-après.

⁷ Frédéric (André-) Filliez, frère aîné de Maurice. Baptisé le 19 septembre 1805 ; épouse en 1827 Anne-Marie Pasche ; meurt victime de la fièvre typhoïde, comme le seront peu après ses deux frères François et Maurice ; enseveli le 7 juin 1856.

8

Bagnes, 13 octobre 1844. — Benjamin Filliez à son frère Maurice, à Bex.

Je viens de recevoir ta lettre hier que j'attendais avec impatience ¹. Je suis monté à Sion le 6 courant, porteur d'une pétition de quatre cent dix signatures de Bagnes pour demander la levée de ton arrestation ². En arrivant, je me suis présenté chez le président du Conseil d'Etat [Ignace Zen Ruffinen], lequel m'a dit qu'il laissait le soin de cette affaire au tribunal, et dans la discussion que j'eus avec lui, il me fit connaître que maintenant tu n'étais pas autant soupçonné d'avoir commandé le feu sur [Joseph] Courthion. Sur cela, je lui dis que ceux qui t'avaient chargé de cette accusation étaient des faussaires et que je me soumettais à le prouver. Il me répondit : « C'est possible ». Ensuite, je me suis présenté devant le tribunal spécial, lequel après avoir entendu mes observations et reçu la pétition accompagnée d'une lettre de ma part dans laquelle je me suis porté caution pour toi, le tribunal me dit que je pouvais me retirer ; il allait délibérer sur ma demande. J'ai reçu en conséquence une lettre par laquelle il me fit connaître sa délibération dont je joins ici la copie ³.

Le jour de la foire de Bagnes [28 septembre], Louis Masson, de Champsec, fils à Nicolas, est entré dans le « racard » de Mandrin, au fond du Châble, où l'on buvait, et insulta le fils aîné de Pierre Gaillard, de Prarreyer, en le

qualifiant de cochon ; celui-ci, n'entendant pas ces sortes de badinage, se leva en colère et les deux individus se sont battus ; aussitôt la foule s'augmenta en grand nombre de chaque parti, et la lutte aurait été terrible si elle avait commencé. Les libéraux étaient prêts et déterminés, mais on est parvenu à les faire retirer. François Troillet, d'Orsières, a beaucoup coopéré à faire tranquilliser ; il s'est placé au milieu de la foule, en criant : « Je vous invite de nous traiter en frères si vous voulez avoir la paix, sinon nous sommes prêts à nous défendre. »

Dès que la foule fut retirée, le grand châtelain [Pittier] fit enfermer Gailland à la maison communale et laissa libre Masson, ce qui aurait peut-être amené une autre émeute, mais il fut relâché le soir.

Tu auras appris la mort de Balthasar Troillet ; il n'a pas eu la consolation de voir tomber les têtes qu'il réclamait le jour de l'arrivée des Haut-Valaisans à Bagnes.

Il vient de se commettre deux actes d'une vengeance extraordinaire. Dans la nuit du 11 courant, la grange de Frédéric Fellay à *Lapazay* (*La Pazay*) fut réduite en cendre, après dix-huit jours que les enfants avaient quitté ce mayen avec les vaches, et dans un moment où les mayens étaient couverts de neige ; on ne peut donc pas soupçonner que des bergers y ont pu mettre le feu, il [n']y en avait point, ce qui fait présumer que le feu y a été mis ; on y a reconnu une fosse à côté de la grange, ce qui faisait dire : « Tu mérites encore d'être enterré ici. » On évalue cette perte à dix-huit louis.

Hier, vers les deux heures du matin, Jean-Pierre Gard, sortant de sa fabrique à Montagnier pour régler l'eau du rouage de sa fabrique vers l'écluse, une pierre tomba sur une planche qu'il voulait prendre dans l'écluse et l'aurait certainement assommé s'il avait eu le malheur de la recevoir à la tête et n'aperçut pas autre [*sic*].

Le jour de St-Maurice [22 septembre], la garde urbaine, au nombre de deux cents en habits bourgeois, est allée à la rencontre de K[albermatten] et D[erivaz] jusqu'à *Pierra-Grossa* (*Pierre Grosse*), où elle fit une décharge pour les recevoir et plaça les messieurs au milieu des deux compagnies en traversant Villette et le Châble jusqu'à l'église. Après la messe, cette belle troupe, commandée par M. Michellod, commandant en chef ; Gard, de Champsec, et Lang, capitaines ; Baillifard Stéphane et Etienne Cretton, de Champsec, lieutenants ; Laurent Maret, Pierre Michellod, sous-lieutenants ; le fils de Maurice Besse, porte-drapeau, défila sur la place et a bu le vin que ces deux messieurs leur ont fait passer. Dans ce nombre y figuraient Jean-Joseph Alter, Frédéric Mex, de Sarreyer, Frédéric Besse, du Cotterg, et bien d'autres de ce genre ⁴.

Jacquemain, recteur de la montagne du Six Blanc, se refuse de payer la rente de la montagne en disant que tu lui redois pour le compte de la fontaine de la forêt ; tu voudras donc me dire s'il faut lui donner un mandat, et me donner des renseignements.

L'écolier Maret, de Bruson, a beaucoup travaillé pour faire disparaître ton accusation sur [Joseph] Courthion. Tous se portent bien.

¹ Lettre non retrouvée.

² Nous publions ci-après, conservés chez M. Jos. Nicollier, le texte de la requête

(minute autographe) de Benjamin Filliez (*Annexe I*) et celui de la pétition (*Annexe II*), qui est une copie autographe de B. Filliez, sans les signatures évidemment.

³ Datée du 8 octobre, elle est publiée dans *La Vérité*, pp. 60-61. L'extrait original, avec la lettre qui l'accompagne, est conservé chez M. Jos. Nicollier.

⁴ On lit à ce sujet dans le *Courrier du Valais*, N° 74, du 28 septembre 1844, la correspondance suivante, anonyme, de Bagnes :

« M. G. de Kalbermatten, accompagné de M. le chanoine Derivaz, est allé faire une visite à Bagnes, qui vient de le recevoir au nombre de ses enfants. Ces messieurs ont choisi pour se rendre dans la grande commune le jour de Saint-Maurice, patron du lieu. Ils ont trouvé la Vieille Suisse sous les armes avec le brassard qu'elle portait dans les champs de Bagnes le jour de l'expédition. M. de Kalbermatten s'est montré tout heureux de se retrouver au milieu de ses compagnons de gloire, et d'entendre leurs cris répétés de „Vive M. de Kalbermatten ! Vive notre sauveur !“ M. le chanoine Derivaz eut aussi sa part du triomphe ; dès que les soldats l'eurent reconnu, ils crièrent : „Vive M. le chanoine Derivaz ! Vive notre sauveur !“ Le reste de la journée a été employé à l'avenant. »

Annexe I

[Bagnes], 1^{er} octobre 1844. — Benjamin Filliez au président et aux membres du Tribunal central, à Sion.

Le soussigné, poussé par les sentiments bienveillants et généreux qu'exerce le Tribunal central à Sion, a l'honneur de le prier que le décret d'arrestation sur la personne de son frère, l'avocat Filliez, soit levé, pour qu'il puisse se présenter devant le tribunal et se justifier des faits faux mis à sa charge. Vu que des sauf-conduits ont été accordés à des personnes bien autant coupables que pourrait être lui-même, j'ose vous adresser la présente demande sous mon cautionnement.

Les affaires qu'il a laissées à liquider comme avocat, une jeune femme abandonnée aux soins de ses parents, sur le point d'accoucher et qui depuis longtemps pleure son absence, réclament l'indulgence du tribunal pour lui permettre de rentrer dans ses foyers et soulager sa femme dans ses moments de chagrin et de douleur.

Il est vrai que le tribunal ne doit être sollicité par personne ; il est le tribunal de la nation ; il a sa marche tracée devant lui par l'équité sans esprit de parti, sans considération de personne ; ce n'est donc qu'à titre de prière et par la conviction de son impartialité, dans l'intérêt de pouvoir connaître les fausses accusations qui pèsent sur lui, que je me recommande de vous occuper dans une de vos premières séances pour m'accorder la grâce que je vous demande.

A l'appui de ma sollicitation, je vous fais parvenir une pétition signée par quatre cent et dix citoyens de la commune de Bagnes [*Annexe II*], que je vous prie d'accueillir favorablement.

Annexe II

Pétition du 21 septembre 1844 adressée au Tribunal central par 410 signataires de Bagnes.

Nous soussignés, citoyens de la commune de Bagnes, ayant appris qu'une citation était faite à l'avocat Maurice Filliez, de cette commune, à paraître par-devant le tribunal spécial à Sion pendant qu'un décret de prise de corps existe contre sa personne, prient */sic/* le tribunal de lever ce décret prononcé contre lui pour qu'il puisse se présenter en toute sûreté par-devant le tribunal qui l'a cité.

C'est dans l'intérêt de la justice et de la vérité de lui accorder la faculté de pouvoir se présenter lui-même, pour qu'il puisse se justifier des faits mis à sa charge.

Depuis le temps qu'il a dû priver sa famille de sa présence, il nous paraît que ce serait juste de pouvoir la rejoindre en profitant de la même faveur que le tribunal a bien voulu accorder à des personnes non moins compromises que pourrait être lui-même.

Convaincus de l'esprit de bienveillance et d'humanité qu'exerce le tribunal spécial, nous osons lui demander que tout décret d'arrestation qui pèserait sur lui soit levé, pour être regardé à l'avenir comme les autres enfants de la patrie.

9

Bex, 21 novembre 1844. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Je suis impatient de savoir comment on t'a reçu à Sion. Que t'a dit M. [Emmanuel] Ganioz ¹ ? Veuille m'écrire les dispositions que l'on manifeste à mon égard. Tu n'oublieras pas de dire à Frédéric Filliez, de Bruson, que je ne puis pas payer les soixante-cinq écus pour sa portion du *Mayendzet* (*Mayentset*), et que s'il ne veut pas payer cette somme en décharge des héritiers Brême en reprenant son bien, il doit le revendre au père qui paiera ou donnera quittance aux héritiers Pellissier. Tu ne donneras plus de l'argent à Pierre Perraudin. L'argent de Besson est destiné pour le gouvernement.

J'ai écrit à ma femme pour me mettre en ménage à Bex ². Vois s'il n'y aurait pas moyen de mettre à l'« hiverne » une vache et de vendre le reste. Je joins ici un nouvel acte de vente du mayen des *Barmes* ; fais-le enregistrer de suite, vaille que vaille.

¹ Auquel Benjamin Filliez devait remettre une lettre de son frère Maurice. Sur le conseil de Louis Ribordy, il s'abstint de le faire ; c'est ainsi que nous pouvons publier en *Annexe* ci-après le texte de cette lettre d'après l'original conservé chez M. Jos. Nicollier.

² Sans doute avec leurs deux enfants dont le second, Julie-Alexandrine, vient de naître le mois précédent.

Annexe

Bex, 11 novembre 1844. — Maurice Filliez au Dr Emmanuel Ganioz, secrétaire d'Etat, à Sion.

Les rapports qui me sont parvenus de votre bienveillance envers le parti vaincu et les trop courtes mais amicales relations que nous avons eues m'engagent à recourir à votre autorité et à vos bons offices pour améliorer ma position, en faisant modérer cette rigueur avec laquelle on me traite.

Mon frère [Benjamin], qui aura la faveur de se présenter auprès de vous, vous fera connaître l'état des affaires. Je vous prie d'y interposer vos bons offices, et si jamais je me trouve dans le cas de pouvoir vous en être reconnaissant, ce sera mon premier devoir à remplir.

Dans l'espoir d'un meilleur avenir...

10

Bagnes, 25 novembre 1844. — Benjamin Filliez à son frère Maurice, à l'hôtel du Monde, à Bex.

Je n'ai point de nouvelles bien intéressantes à te donner de mon dernier voyage à Sion. Le rédacteur [du *Courrier du Valais*, Louis] Ribordy, auquel j'ai parlé en arrivant, ne m'a pas conseillé de m'adresser à [Emmanuel] Ganioz, mais plutôt à [Joseph] Zermatten faisant les fonctions de rapporteur en l'absence de Perrig. Je n'ai en conséquence que parlé à Zermatten, lequel m'a promis de faire tout ce qu'il aurait dépendu de lui pour toi, mais je crois qu'il n'a pas beaucoup fait ; il n'aura cependant pas été contraire. Le tribunal ne m'a point mal reçu ¹ ; il ne m'a cependant rien promis ; il m'a renvoyé au Conseil d'Etat pour le sauf-conduit, en disant qu'il lui avait été prescrit de ne plus en accorder sans lui, ce qui m'a été confirmé par Zermatten en particulier.

Le tribunal m'a dit que si [tu] te présenterais [*sic*] par-devant lui, on ne t'aurait pas mis dans une prison, mais dans une chambre au château ², où on aurait pu te rendre visite.

M. [Joseph] Gross, [chef du Département de Justice et Police,] auquel j'ai ensuite rendu visite, n'a pas été aussi franc. Il a osé me dire que tu aurais bien pu arriver, que peut-être le tribunal, après t'avoir entendu, t'aurait laissé libre. Tu peux comprendre que, si telle était son opinion, on aurait facilement pu t'accorder un sauf-conduit au moins provisoire.

Je me suis ensuite présenté devant le président du Conseil d'Etat, lequel me renvoya devant le tribunal ; je lui répondis que celui-ci venait de m'adresser au Conseil d'Etat et, après une discussion que j'eus avec lui avec assez bon accueil, il me dit : « Je présenterai votre demande au Conseil d'Etat avec les observations » ³ que je lui ai remises pour ta justification ; il me dit aussi que le tribunal ne porterait [pas] des jugements sans vérifier ses accusations contre un prévenu.

A mon retour à Bagnes, j'ai reçu une lettre par laquelle il m'informa que le Conseil d'Etat ne pouvait s'immiscer dans les sauf-conduits, vu que les sauf-conduits délivrés à MM. Barman Joseph, et Pierre et Joseph Torrent ont été accordés par le tribunal⁴. Tu vois donc de quelle manière on agit pour renvoyer notre demande. Je veux répondre à cette lettre, en faisant sentir toute l'inconséquence de leur conduite.

Ta femme me charge de te dire qu'elle est bien contente de descendre avec toi pour faire ménage. Il faudrait donc te procurer un appartement à bas prix. Si nous ne pouvons pas vendre de tes vaches, nous les ferons soigner, et nous renverrons la servante. Il ne faut pas penser de la faire descendre, tu n'aurais rien à l'occuper. Il faut diminuer les frais dans la position que tu te trouves.

¹ Benjamin Filliez lui a présenté, le 13 novembre, en faveur de son frère Maurice, une nouvelle requête, datée du 9 novembre, que nous publions en *Annexe I*, et une nouvelle pétition, couverte celle-ci de 36 signatures, en *Annexe II*, toutes deux d'après les copies autographes en possession de M. Jos. Nicollier.

² Au château de la Majorie, selon la décision du Conseil d'Etat du 27 septembre 1844 (*Protocole*, p. 366).

³ Le protocole ordinaire n'en conserve pas trace.

⁴ Publiée en *Annexe III* ci-après, d'après l'original autographe chez M. Jos. Nicollier.

Annexe I

S. l., 9 novembre 1844. — Requête présentée par Benjamin Filliez au Tribunal central, à Sion, en faveur de son frère Maurice.

Le soussigné a l'honneur de se présenter de nouveau devant le tribunal spécial, à Sion, pour le prier de lever le décret d'arrestation prononcé sur la personne de son frère, l'avocat Maurice Filliez.

Si le tribunal a différé jusqu'à ce jour d'obtempérer à cette demande, c'est certainement parce qu'il ne connaît pas son cas dans sa vérité et dans son mérite. Des rapports lui ont été adressés qui ont pu lui donner lieu à l'engager à maintenir ce décret d'arrestation, vu les faits plus ou moins graves qu'ils contiennent. S'ils étaient véritables, on n'oserait pas chercher à les relever et pas faire la moindre des réclamations ; mais loin d'y voir des apparences de vérité, ils ne contiennent que des faussetés et des calomnies les plus outrageantes. Comment pourrait-on rester impassible quand on apprend que des rapports sont faits, que l'avocat Filliez a fait appel aux armes le 20 mai dernier, lui qui était chez lui au moment que sa troupe s'est réunie sur la place publique de cette commune et [que] le même jour il n'avait cessé de publier la paix et l'union, en invitant de ne pas prendre les armes les uns contre les autres. C'est lui au contraire qui a été appelé par la troupe pour aller avec elle, et c'est ne que par les sollicitations de celle-ci qu'il est sorti de sa maison et [qu'il a] consenti à la commander, ce qui est certifié par les hommes qui ont marché et dont j'ai l'honneur de vous remettre leur déclaration [*Annexe II*].

Et de quelle manière s'est-il servi du commandement qui lui a été confié ? Voudra-t-on lui supposer d'avoir commandé le feu, lorsque les deux partis étaient en présence dans les champs de *Corberrayes* ? Je répondrai que cela ne peut pas être, vu qu'une partie de ses hommes avaient déjà couru bien au-devant de lui, et [que] les feux avaient commencé lorsque lui-même est arrivé sur le point du combat. Je ne lui connais point de commandement que celui d'avoir empêché plusieurs actes répréhensibles, celui d'avoir ordonné à ses hommes de ne maltraiter personne, de s'être lui-même exposé à leur exaspération en se jetant devant eux et repoussant avec énergie les excès qu'ils allaient commettre, en poussant les uns et frappant les autres de son sabre pour empêcher de faire des victimes. Comment après une telle conduite pourrait-on le charger de griefs ? Il est évident qu'en agissant ainsi, il a plus fait de bien que de mal d'avoir accepté ce commandement. Car qu'est-ce que la troupe aurait fait après un refus de sa part ? Se serait-elle retirée sans se mettre en marche ? Non. Puisqu'elle s'était réunie sans lui, elle aurait aussi marché sans lui ; d'ailleurs l'empressement à se réunir, l'agitation des esprits, les menaces du parti adverse d'après le bruit public qui circulait, ne peuvent faire croire qu'elle aurait reculé pour un seul homme qui n'aurait pas voulu les accompagner ; au contraire, elle aurait fait le choix d'un autre qui, au lieu de prêcher l'humanité et d'avoir défendu tout excès et maltraitement, aurait peut-être laissé tout faire. Que de suites bien plus fâcheuses en seraient résultées si le commandement avait été confié à un de ces exaltés qui criait à Montagnier : « Nous voulons des victimes », ou si, sans chef, abandonnés à leur volonté, chacun aurait pu satisfaire leur irritation en commettant des excès sur les personnes qui seraient tombées entre leurs mains ! Que serait-il arrivé dans la maison du député Fusey où il [Filliez] a exposé sa vie pour empêcher de faire des victimes sur les personnes qui s'y étaient réfugiées et sur celles de cette maison ? Que serait-il arrivé au sieur Jean Carron, sur les escaliers de la maison Fusey, lorsque plusieurs fusils étaient couchés en joue pour le détruire, s'il ne s'était placé devant lui en disant à ses hommes : « Je vous défends de faire feu sur cet homme ; vous tirerez plutôt sur moi avant que de l'atteindre » ? Les mêmes paroles ont été proférées à l'égard de plusieurs autres qui étaient menacés, et principalement à l'égard d'un des premiers magistrats du dizain [Pittier], auquel il a conservé la vie en ne faisant pas connaître où il s'était réfugié pendant qu'on était à sa poursuite.

Pour combattre les faits que je viens de signaler à sa décharge, vous me citerez l'accusation d'avoir commandé le feu sur le nommé Courthion, au Sapey, mais cette accusation perfide, astucieusement inventée par ses ennemis pour aggraver sa position, loin de lui nuire, doit lui servir d'un nouveau titre à la bienveillance du tribunal ; car ce fait étant faux comme on le prouvera au besoin, il est de notoriété que, s'il avait été là, au moment de l'événement, il aurait certainement prévenu l'accident. Du reste, pourquoi aurait-il commandé le feu sur un simple citoyen, tandis que la veille, il a usé de tout son pouvoir pour empêcher des actes semblables contre ses adversaires les plus prononcés, haut placés dans la magistrature ? Son intention, comme il conste par les faits que j'ai cités, était d'empêcher toute voie de fait et de n'exercer aucune vengeance. Est-ce ainsi qu'ils agissent envers lui par leurs rapports faux et calomnieux ?

Le tribunal paraît s'appuyer sur une pétition de Bagnes, demandant plus de sévérité envers les réfugiés¹, pour maintenir le décret de prise de corps contre mon frère ; mais on lui fera observer qu'un grand nombre de signatures de la pétition du 14 août dernier² sont fausses et extorquées, vu qu'on y voit figurer des noms de ceux qui n'ont jamais été invités à la signer et que d'autres y figurent pour leur avoir dit : « Etes-vous contents de signer pour faire rentrer les réfugiés ? » D'ailleurs, la majeure partie des signataires ne connaissent pas la teneur de la pétition, et pour vous en convaincre, vous n'avez qu'à examiner que plusieurs individus dont les noms figurent dans cette pétition, ont signé la nôtre du 21 septembre.

Guidé par des sentiments impartiaux pour être utile non seulement à un frère qui se voit calomnié par ses adversaires par leurs faux rapports, mais encore dans l'intérêt de la vérité pour être utile à la cause publique, je me sou mets à établir par des preuves suffisantes la réalité de tout ce que je viens de vous déclarer par le présent, lorsque le tribunal voudra bien m'appeler à le faire.

¹ Pétition mentionnée dans *La Vérité*, p. 17.

² Il s'agit sans doute de la pétition « couverte de près de 400 signatures », mentionnée à la même page de *La Vérité*.

Annexe II

Pétition d'octobre 1844 adressée au Tribunal central par 36 signataires de Bagnes en faveur de Maurice Filliez.

La justice et l'équité font une obligation aux soussignés, citoyens de la commune de Bagnes, d'informer le tribunal spécial, à Sion, que l'avocat Maurice Filliez n'a fait aucun appel aux armes dans les événements de mai dernier ; que toutes accusations de ce genre contre lui sont fausses et calomnieuses, nous étant réunis de notre propre mouvement et volonté sur la place de cette commune, pour nous mettre en mesure de défense contre des gens qui, ayant donné toutes les apparences de nous écraser, après avoir traversé les forêts et parcouru les villages les plus écartés de la commune pour faire prendre les armes et marcher sur nous, ainsi que le bruit public l'annonçait, et la déclaration du président de cette commune donnait lieu à confirmer ce bruit, en disant qu'il ne connaissait point d'ordre de l'autorité pour cette prise d'armes. C'est ne que par le désir et la sollicitation de la troupe réunie que ledit avocat Filliez a consenti de se mettre à notre tête pour nous commander, et il n'a cessé de nous prescrire l'humanité et le bon ordre, et [il] a par son intervention empêché plusieurs faits qui auraient pu devenir répréhensibles. Nous sommes en conséquence bien surpris de l'arrestation qui pèse sur lui, ne connaissant pas plus de griefs à sa charge que sur les autres citoyens.

Annexe III

Sion, 15 novembre 1844. — Ignace Zen Ruffinen, président du Conseil d'Etat, à Benjamin Filliez, à Bagnes.

J'ai soumis au Conseil d'Etat votre réclamation du 13 courant. Les sauf-conduits délivrés à MM. Jos. Barman, Pierre et Joseph Torrent, etc., ayant été accordés par le Tribunal central, le Conseil d'Etat n'a pas cru devoir s'immiscer dans les sauf-conduits, tandis que le Tribunal revendique ce droit. Votre demande en faveur de M. votre frère n'a donc pu être accueillie.

11

Bex, 9 décembre 1844. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Les Levronens Sauthier et consorts m'ont dit qu'ils avaient retiré la procure à Jacquemain pour le compte que j'ai avec eux ; quand Puipe aura payé, il faudra leur présenter le solde qui leur revient, s'élevant à cent vingt-sept francs, cinquante-cinq rapps ; il faut que la quittance soit signée par Sauthier et Pellaud, sauf à déduire encore de la somme ci-devant ce qui est dû à M. Barman, si on veut l'accepter ; sans cela, je crois qu'il ne faudrait pas se mettre en frais de disputer pour cela.

J'ai bien emprunté du bois avec Jean-Pierre Bruchez, je crois six petits « carroz » ¹. La note du bois emprunté est inscrite dans les premières feuilles de l'annuaire de 1843, qui doit se trouver dans mon bureau. Il faut parler à Gillioz, de Versegères, pour la restitution du bois emprunté en mélèze. Tu diras à Troillet, de Lourtier, qui est venu à Bex avec toi, que M. Delacoste m'a fait dire qu'il paierait la part de l'obligation de M^{lle} Joris, avec M. Bovier qui doit arriver de Naples au Nouvel An.

Je redevrai moi-même dix écus, d'après le compte, que je lui enverrai. Si Laurent Puipe a payé, ou si tu as de l'argent d'autre source, tu paieras à Troillet le montant que je redoïs.

Si tu n'as pas réglé compte avec les enfants Caseux, tu feras rencontrer ce que je dois avec Pierre-François Pasche. Tu pourrais me faire tenir jeudi le compte que j'ai dressé. J'y insérerai avoir payé à Pasche le montant qui lui est dû.

Les intérêts des deux obligations que Louise devait encore étaient jusqu'à présent recouvrés par Pierre Boven ; il saura te dire à quelle confrérie ces deux capitaux sont dus. Un est de dix-sept et l'autre, de vingt-quatre écus. Il faut les faire relever, entre Placide Nicollier, François Luisier et Etienne Moulin, comme cela conviendra le mieux.

Il faut vendre une vache et donner à l'« hiverne » les deux autres, en payant sans doute quelque chose pour la génisse. Il faut vendre le veau. Pierre-François Pasche m'a dit qu'il le prendrait pour dix écus ; il faut le lui donner, à moins que quelqu'un en donne davantage, ou que quelqu'un de la famille

veuille le prendre pour ce prix. Pasche m'a aussi dit qu'il prendrait bien une des vaches à l'« hiverne » s'il n'achetait pas le veau.

Pierre Courthion a passé à Bex vendredi ; il voulait que je lui donnasse quittance des vingt-cinq écus pour le salaire de la servante [Marie, sa fille], en s'engageant de bonifier le temps qui manque pour compléter l'année, lorsque nous rentrerions à Bagnes ; mais il ne veut pas la laisser venir dans le canton de Vaud. Nous n'avons rien fait. Ce n'est pas Louise, mais moi qui voulais que la servante vienne ici.

Je te renouvelle que j'ai besoin de l'argent. Je suis bien sensible à toutes les peines que tu prends pour moi, mais je voudrais aussi te conseiller de ne pas trop t'inquiéter de mes dépenses ; je sais et je saurai me plier aux circonstances, tout comme de travailler et labourer même la terre, à propos.

¹ Poutre, madrier. Voir *Glossaire des patois de la Suisse romande*, t. III, p. 110 b, s. v. *carre*, N° 11.

12

Bex, 2 janvier 1845. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Lucien ¹ m'a dit que tu l'avais chargé de me demander s'il fallait donner la chèvre pour quatre écus et demi. Ne l'ayant pas vue, je ne puis rien dire. Vois toi-même ce qu'elle peut valoir à peu près.

Je crains que Jacquemain suggère à Pierre Courthion de réclamer le salaire en entier. Dans ce cas-là, s'il ne convient pas à l'amiable pour le montant que je t'ai dit, il ne faut lui accorder que quinze écus, qui font plus que les deux tiers des huit mois environ que la servante [Marie] est restée chez moi. Tu n'aurais alors qu'à réclamer les dix écus à Michel Maret.

Il me faut encore cent francs environ. Tu ne me dis rien si Laurent Puippe a payé ; si je ne puis pas avoir de cet argent, il faut que je vise à un autre moyen pour me faire de l'argent. Je désirerais bien régler mes affaires ; quand tu pourras descendre, je voudrais que tu portes ton compte et tes notes.

¹ Lucien (Michel-) Filliez, frère cadet de Maurice. Baptisé le 15 décembre 1822 ; décédé le 18 mai 1908.

13

Bex, 22 janvier 1845. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Je suis maintenant bien mortifié que tu aies vendu la vache *Violetta*. Louise en est bien chagrine. Il faudra sans doute qu'elle rentre en printemps et alors il faudra bien qu'elle ait ses deux vaches. Si la vache n'est pas encore loin, tâche de la retenir ; selon l'acheteur, il consentira bien à ne pas tenir le

marché ; prie-l'en de ma part. Au reste, le prix me semble trop bas, seulement à trente-six rapps, maintenant qu'elle doit bientôt faire le veau.

Je n'ai pas reçu les objets que tu me dis avoir chargé François¹ de m'envoyer. Il paraît que vous ne savez pas ce que c'est que d'être à l'étranger sans argent et sans les denrées nécessaires ; heureusement que l'on n'est pas si éloigné ; le crédit n'est pas mort.

Avec les objets que je vous ai déjà désignés, tu ajouteras un livre broché, intitulé *Projet de pacte fédéral*², qui est dans mon bureau.

Si tu peux venir lundi, tu n'oublieras pas de m'apporter ton cahier de comptes, tes notes, ainsi que les ventes que je t'ai faites.

M. Bourgeois prendra lundi prochain les deux quintaux de fromage, à moitié gras, moitié maigre, au prix que tu m'as désigné.

¹ François (Pierre-) Filliez, frère de Maurice. Baptisé le 11 janvier 1817 ; épouse en 1844 Patience-Euphrasie Pellouchoud ; décédé le 9 juin 1856. Négociant. — Si l'on se fonde sur une allusion contenue dans le post-scriptum de la lettre 19, du 23 juin 1845, François Filliez a pris part à l'affaire d'Entremont, et c'est lui qui fait l'objet d'un jugement prononcé, le 4 février 1847, par le Tribunal central contre « le sous-lieutenant François Filliez », commandant en second de « la bande des insurgés de Bagnes », le 20 mai 1844. (AV II, 20 a : Tribunal central, thèque I, *Jugements de 1847*.)

² Il s'agit du projet de Pellegrino Rossi. Le titre de la couverture porte : *Projet d'acte fédéral et Rapport de la commission de la Diète aux XXII Cantons suisses* (Genève, 1832, 62 + 119 p.).

Bex, 13 avril 1845. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Je me propose de faire rentrer à Bagnes ma femme et mes enfants. Tu diras à Frédéric de descendre à cet effet, s'il peut les derniers jours de la semaine prochaine, ou le lundi prochain en huit, avec son char et sa mule.

J'aurais bien désiré attendre que je puisse rentrer moi-même pour les renvoyer, mais ne prévoyant point le moment de ma rentrée et les biens demandant une nouvelle « imponctuation », il faut bien se résoudre à cette nouvelle séparation. Si nos biens-fonds étaient placés en capital, peut-être pourrions-nous vivoter ici avec les revenus, mais seulement avec le produit net de nos biens qui ne donnent tout au plus que la moitié de l'intérêt, nous ne pouvons suffire à notre existence. Je ne sais donc que faire autre chose, sinon de faire rentrer ma femme en famille à Bagnes, et moi je chercherai du travail.

Tu tâcheras de m'envoyer, par celui qui viendra chercher ma femme, la somme de nonante à cent francs pour payer ce que je dois. Il faudra acheter une vache et procurer une servante à la maison ; j'avais parlé à la mère pour Marie de l'oncle Jean. Tu vendras le pré de la *Maladère* à un prix sans doute raisonnable ; il me semble qu'il doit valoir vingt-cinq batz la toise. François m'a dit que si le père ne l'achetait pas, il l'aurait acheté lui-même. Demande à Jean Carron combien il en veut donner. A prix égal, tu préféreras ceux de la famille.

On espérait une amnistie au mois de mai ; mais la fatale expédition de Lucerne ¹ rendant nos ennemis plus forts, elle n'aura probablement pas lieu.

¹ Soit la seconde expédition des corps francs sous la conduite du Dr J.-R. Steiger.

15

Bex, 4 mai 1845. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

J'ai écrit à M. [Antoine] Luder ; il paraît qu'il s'en est déjà flatté ; cependant je ne crois pas lui avoir fait des soumissions rampantes.

Le médecin M. Kini ¹ a été hier ici avec M. [le docteur Maurice] Claivaz ; il m'a dit que le jugement de M. Crettex devrait se plaider et juger jeudi prochain, et je reçois une lettre aujourd'hui de Vaudan, de Sion, où il me dit que le mien se portera le 9, d'après ce que lui a dit M. [Jean-Baptiste] Georges, [greffier du Tribunal central] ; il ne connaît pas encore les conclusions ; il paraît que l'on veut porter tous les jugements importants avant la réunion du Grand Conseil. Vaudan me dit encore que M. Joris a été condamné à dix-huit ans de détention et privation des droits politiques à vie.

Ma femme m'a dit que M. Luder t'avait conseillé de me faire écrire au Grand Conseil, mais c'est entendu pour demander une amnistie, ce que je ne ferai jamais, car je [ne] reconnaitrai jamais d'être coupable. Si on veut passer l'éponge sur le passé, c'est bien ; je ne désire pas mieux, mais je ne me déshonorerai point en avouant une prétendue culpabilité qui n'existe pas.

J'avais laissé une procure à Michellod, de Martigny, de vingt-cinq écus contre Françoise Cortey, de Saxon ; il me dit qu'il a saisi une vache déjà en automne dernier, mais qu'il ne sait pas qu'en faire. Si tu descends demain à Martigny pour aller à Sion, parle à Michellod et tâche de voir cette vache, si on peut la conduire à Bagnes. Il faut aussi nous envoyer des saucisses ; Jean-André Fellay doit redescendre à Aigle ; tu pourrais les remettre à lui.

¹ Il s'agit de Pierre-Dominique de Chinny, de Padoue, médecin, qui obtient, le 28 novembre 1845, sur la caution de l'avocat Nicolas Vernay, un permis de séjour d'une durée de deux ans, pour s'établir à Orsières (Département de Justice et Police, *Registre des permis de séjour*, 1845, N° 1578, p. 177). Néanmoins, dans le recensement de février 1846 (fol. 145), il figure comme domicilié à Vollèges.

16

Bex, 11 mai 1845. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Je garderai pour le moment la fille de Thomas avec moi jusqu'à ce qu'on vienne la prendre pour sa destination. Salomon m'a dit que l'on me priaît d'aller la conduire moi-même, si je pouvais, à Lyon, chez son oncle, mais je crois que mon passeport ne sera pas en règle pour pouvoir y aller. Je vais

écrire à M. [Eugène] Gay, [président du dizain] de Martigny, pour en avoir un autre, s'il peut me le donner. Est-on assuré que l'oncle veuille la recevoir et la garder ? Ne serait-il pas prudent de lui écrire auparavant ? Dans tous les cas, il serait bon d'avoir son adresse ; si on ne peut pas l'avoir, je crois qu'en s'adressant à la police, en donnant le nom et le signalement de Maret, on le trouvera de suite, parce que là, on est obligé de dénoncer le lieu de son domicile et même le numéro de l'habitation. Il faut donc qu'on se procure le passeport de la fille de suite, le faire viser par le gouvernement du Valais, et je me chargerai de le faire légaliser à Berne par l'ambassade française. Il serait bon d'avoir encore le certificat d'origine. Je [ne] saurais vous dire de suite si je pourrai y aller moi-même. Que me conseilles-tu ? Faut-il y aller si je puis ?

Je n'ai point encore reçu de nouvelles de mon jugement. J'avais écrit au tribunal mardi dernier pour avoir un sauf-conduit¹ ; je n'ai point reçu de réponse². On m'a dit cependant hier que mon jugement doit être porté³.

¹ Lettre du 6 mai 1845, publiée dans *La Vérité*, pp. 61-62.

² La réponse, datée du 9 mai 1845, figure au *Protocole des arrêtés et décisions de la commission d'enquête* (p. 26) :

« Le tribunal a décidé de passer outre sur votre demande du 6 courant, d'obtenir un sauf-conduit pour comparaître en personne à l'effet de fournir vos moyens de défense ou de justification, attendu que vous n'avez ni payé, ni fait offre de payer les frais faits, obligation préliminaire indispensable pour entrer en cause, après trois contumaces éditales. »

³ Le jugement, daté du 9 mai 1845, est publié dans le *Bulletin officiel*, N° 21, du 23 mai 1845, et aussi dans *La Vérité*, pp. 62-63.

17

Bex, 23 mai 1845. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Ne voyant arriver personne pour me faire connaître ce que l'on avait arrêté pour la fille en question, je t'ai écrit par le courrier de ce jour, ce que je n'aurais pas fait si j'avais su l'arrivée de Salomon. Dans la lettre que je t'ai écrite hier soir¹, je ne me rappelle pas si je t'ai parlé du fromage ; nous en avons aussi besoin, nous n'en avons bientôt plus ; il faut donc ajouter cet objet aux autres que je t'ai demandés.

Il faut mettre des choux au jardin de *Profray*.

Je ne sais pas ce que je ferai du bien cette année, cela dépendra de ma destination. Je ne crois pas même qu'il y ait une amnistie en automne, à moins que l'autorité y soit moralement forcée par le désir populaire, ou par toute autre cause. Mais il ne faut pas croire que nos ennemis, des ambitieux, aient des égards pour nous pendant qu'ils pourront se maintenir.

C'est midi. Salomon repart pour Bagnes, à ce qu'il nous dit, et la fille sous prétexte qu'il ne peut pas arriver ce soir à Bagnes, dit qu'elle ne partira que demain matin. Il y a quelques projets entre les deux. Il paraît que la fille veut tenter le voyage toute seule, ou sous le patronage de je ne sais qui.

¹ Deux lettres non retrouvées.

Bex, 10 juin 1845. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

François m'a livré les dix pièces que tu lui as remises, mais je n'en ai pas encore assez ; quand tu pourras, tu m'en feras parvenir encore.

Quant au mayen des *Barmes*, il convient que tu en conserves la possession. Tu m'en paieras le loyer à prix d'argent, à un taux modéré. Quant au mayen de *Borençon* (*Borenclon*), je serais d'avis de le faire travailler à la moitié.

Je suis content de prendre la moitié de ton cochon. Je suis aussi d'avis que tu m'achètes un mouton pour la boucherie, car, dans tous les cas, il me sera toujours plus économique de faire la boucherie à Bagnes.

Il te faudra probablement vendre encore quelque chose pour finir de payer ce que je dois pour Anne-Marthe Brême ; il reste encore quarante-sept louis.

François m'a fait la proposition d'acheter ma part de la maison paternelle ; j'en voudrais cent écus. Nous avons convenu d'en laisser faire le prix au père ; mais cela ne suffira pas encore. Vends ensuite ce qui fera de l'argent. Vends la vigne du *Chargeu* (*Chargeux*), [à Fully], pour quarante batz la toise, si tu ne peux en percevoir davantage. Je t'avais dit de vendre le char ; vends-le si tu as d'acheteur. Pierre-François Morend l'avait demandé en automne.

Je t'avais dit dans le temps de réclamer à Vital Deslarzes ou à M. Voutaz la copie de l'arrangement que nous avons fait à Sembrancher le 20 mai ; il faut tâcher de l'avoir.

Je voudrais aussi avoir une déclaration de l'ancien président Pourprix, d'avoir dit qu'il n'avait pas reçu d'ordre du gouvernement pour faire marcher les masses, mais il me semble que tu m'as dit qu'il avait refusé.

[P.-S.] Si tu n'as pas encore assez de l'argent pour payer mes dettes, tu pourrais vendre le petit champ de *Fleureta*, ou autres ; je te l'ai écrit plusieurs fois ; je veux absolument que cela se liquide.

Ma femme voudrait monter lundi prochain, à Bagnes, avec les enfants. Si je ne trouve pas de l'occupation, et c'est très difficile dans ce moment-ci, elle redescendra le lundi suivant. Si ma femme revient, il faudra me reconduire du vin rouge ; je l'espère que tu ne l'auras pas vendu.

Bex, 23 juin 1845. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Ci-joint l'acte de vente du champ de la *Maladère* au père ; il faut qu'il le fasse aussi légaliser, ou plutôt viser.

Je pars aujourd'hui pour Cossonay ; je vous informerai du résultat. Si je puis m'arranger et que je ne me remette pas en ménage pour le moment,

tu pourras vendre le tonneau de vin rouge qui est à Martigny. Je t'écirai lundi prochain pour le plus tard.

J'ai fait faire une redingote grise d'été à Maurice Brouchoud. Je lui dois deux pièces de cinq francs, que je lui ai dit que je t'aurais chargé de lui remettre.

Il ne faudra pas manquer de faire clore le jardin cette année ; tu parleras à Bruchez, du Cotterg ; je lui avais indiqué de quelle manière je voulais l'arranger.

Louis ¹ m'a dit que Farquet, du Cotterg, était content d'acheter la carabine qui est à Bagnes, pour le prix de quatre louis, avec la poire à poudre neuve. On m'a dit que l'arme était considérablement dépréciée. Il faut donc les lui remettre à ce prix avec un titre à intérêt ; ce n'est qu'à cette condition du reste qu'il l'achète.

Je pense que tu n'as pas eu de l'argent pour remettre à Louis, ou à la mère, pour payer ce que je dois à Bex. N'oublie pas ces comptes.

Quoique je trouverai à me placer, il me faudra aussi quelques pièces de cinq francs pour mes besoins.

[P.-S.] Tu diras à François qu'il faut qu'il s'arrange avec Augustin Moulin ; autrement on le poursuivra, et la cause sera portée par-devant le Tribunal central.

¹ Louis (Joseph-) Filliez, frère de Maurice. Baptisé le 23 janvier 1819 ; épouse en 1847 Catherine-Clémence Tissières ; décédé le 8 mars 1900.

Cossonay, 25 juillet 1845. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

J'ai reçu hier ta dernière lettre à Cossonay.

N'ayant pas les livres de comptes avec moi, je ne puis te donner le détail du compte d'Anne-Marthe Brême. Je crois te l'avoir donné l'année passée. Autant que je m'en rappelle, je redevais septante-cinq louis, et si tu as livré à compte vingt-huit, il resterait encore à payer quarante-sept louis. Tu peux te baser là-dessus. Tu n'as qu'à donner cette somme et en retirer la quittance. Si on te demande le compte détaillé de mes opérations, tu diras que tu n'es chargé que de livrer cet argent et que le reste me regarde.

Je m'ennuie passablement ; j'ai beaucoup de difficultés de trouver de l'occupation. Il y a presque autant d'individualisme et de cantonalisme dans le canton de Vaud qu'en Valais. Quand il y a quelque place lucrative, on la donne de préférence à ceux de l'endroit, et les places sont assez recherchées.

Je crois que l'année prochaine, il me faudra louer une ferme pour m'occuper à travailler ; cela, je trouverai facilement.

Je ne crois pas de rester bien longtemps à Cossonay. Je te dirai ensuite

où je me trouverai ; mais pour le moment, si vous avez besoin de m'écrire, adressez encore les lettres à Cossonay.

Je me porte du reste assez bien. Cossonay n'est pas un endroit aussi agréable que Bex ; le monde n'y est pas aussi civilisé, aussi dégourdi. Si je reste encore ici, vous pourriez vous informer auprès d'un Joseph Cavé, d'Orsières, pour des commissions. Il vient de temps à autre à La Sarraz conduire des chiffons pour le papier. La Sarraz est à une lieue de Cossonay ; on passe par cet endroit pour y aller. C'est la grande route de France.

21

Bex, 6 décembre 1845. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Louis m'a remis à ton nom quatre pièces de cinq francs ; cela me suffira pour les dépenses courantes pour l'entretien du ménage, mais dans quelques semaines, il me faudra une assez bonne somme pour payer mes pensions arriérées ; je ne sais pas combien tu pourras avoir à ta disposition.

Je n'ai pas trouvé le titre que j'avais contre Jean-Pierre Alter ; j'en ferai encore une recherche plus minutieuse, à moins qu'il ne se trouve dans les liasses de papiers que j'ai renvoyées l'année passée.

On m'a dit que Jean-Christophe Maret, de Prarreyer, était mort. J'ai fait un testament et un acte de vente en faveur de son fils Athanase pour le même objet, c'est-à-dire pour la maison morative avec les places adjacentes. Avec ces actes relevés, il doit se trouver l'acte d'achat du même objet par Jean-Christophe Maret écrit par Vaudan, notaire. Il faut expédier ces actes. J'ai pris chez Athanase Maret deux ou trois « bressets »¹, c'est-à-dire quatre moitiés, ou deux chevrons sciés par le milieu, valant de trois à quatre batz pièce, ce qui ferait environ douze batz. Il faut déduire ce montant pour le compte d'Athanase.

Je crois que nous avons bien fait de ne pas faire la demande d'amnistie ; ils ne paraissent pas disposés à cela. Il n'y a rien à attendre de généreux de ces gens-là pour le moment. Je me porte bien.

¹ Solives, poutres transversales qui soutiennent un plancher. Voir *Glossaire...*, t. II, pp. 770-771, s. v. *bressè*, N° 3.

22

Bex, 15 avril 1846. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Je crois que tu peux bien remettre à Maurice Fellay le *Mayendzet* (*Mayentset*) au prix que tu m'as désigné ; si on peut louer tout le reste à proportion de ce prix, je crois que cela n'ira pas mal. Quant aux autres biens dont j'ai donné à note à François, il ne faut pas que la contenance que j'ai indiquée approximativement fasse règle, mais il faut louer tant la pièce.

La mère m'a dit que tu ne louais le bien que pour un ou deux ans. Tu peux bien le louer pour trois ou quatre ans ; de cette manière aussi, on restituerait les champs dans la même nature de récolte qu'ils sont à présent. Car, maintenant que j'ai établi mon ménage ici, je me propose de ne rentrer en Valais que quand il y aura un changement d'opinion publique, quoiqu'il y aurait amnistie pour la détention. Je suis bien content d'attendre encore pour acheter une vache, mais je crois que ce n'est pas dans mon intérêt, d'autant plus que l'on croit maintenant que le ban contre le bétail du Valais ne se lèvera pas ce printemps.

Si je suis obligé d'acheter une vache ce printemps ici, tu pourras vendre une de celles qui sont à Bagnes avec la chèvre pour aider à payer ; l'autre, on la mettra à la montagne, et on la conduira quand l'on pourra.

Je dois en outre actuellement dans le canton de Vaud environ dix-huit louis que je veux payer ce printemps ; si tu ne peux pas faire cette somme avec le père, il faut bien que je vende encore une pièce de bien.

La mère m'a dit que Marie Courthion s'était de nouveau offerte pour servante ; que son père [Pierre] était maintenant content de la laisser venir. Je préfère elle à un domestique. Je suis bien d'accord que celui que j'ai gardé, Joseph Carron, me convienne bien, mais en hiver je n'aurais pas de l'ouvrage pour l'occuper continuellement, tandis qu'une servante peut filer, quand on [n']a pas d'autres travaux à lui donner.

Si Marie Courthion vient (j'ai chargé Louis de lui dire), tu donneras audit Carron trois batz que je lui redoïs sur les journées qu'il m'a faites. Tu lui diras que je le garderai par terme quand il pourra venir, quand j'en aurai besoin.

P.-S. François Fellay, du *Perrey* (*Parray*), m'a écrit pour avoir des assurances de la légalité du testament que j'ai reçu de la tante Marie-Catherine Fellay. On lui a dit qu'il ne valait rien. Le testament que tu auras vu doit être de toute bonté. Mais comme la législation sur la forme externe des actes a depuis lors changé, quoiqu'il ne soit pas nécessaire, il ne serait pas mauvais de le faire confirmer par la forme actuelle. Tu lui feras part de cette réponse.

[Notes biffées :] A apporter depuis Bagnes :

1. Le porte-montre. 2. Le baquet de choucroute. 3. Ma mauvaise anglaise. 4. Le porte-balayure. 5. Les livres de Virgile.

Bex, 7 mai 1846. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Le ban contre le Valais est ouvert. Je pense que vous aurez maintenant acheté une vache ; vous n'aurez pas besoin d'acheter une seconde dont je t'avais parlé ; je pense du reste que l'argent vous manquera.

Vous m'enverrez donc celle que vous aurez achetée ou que vous achète-

rez de suite si vous ne l'avez déjà fait, avec la plus jeune des miennes, soit la génisse et la chèvre. Je laisse l'autre à Bagnes provisoirement pour la mettre à la montagne avec celles du père, pour avoir du fromage. Vous prendrez un certificat de santé pour chacune d'elles, et les ferez marquer.

Je suis maintenant bien aise d'avoir attendu d'acheter une vache.

Bex, 7 octobre 1846. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Je n'ai point ridiculisé ta précédente lettre comme tu me le dis dans ta dernière. J'ai dit et je dis encore [que] de ne vouloir pas vendre des biens, quoique à proximité pour pouvoir gérer et faire de bonnes affaires, c'est une idée mesquine. Je ne suis point non plus au-dessus de tout conseil ; je les recevrai toujours de bon cœur comme je les ai reçus jusqu'à présent, mais quand, finalement, nous sommes d'opinion différente, je crois que c'est moi qui commande encore pour mes affaires, et je ne me dessaisirai point du droit et de la faculté de les gérer comme je l'entends pour condescendre à votre manière de voir, quand je vois que mes intérêts en souffrent. Dire encore qu'il faudrait donc tout vendre parce que les biens-fonds ne produisent pas autant, ce n'est pas raisonner. Tu vas d'un extrême à l'autre ; il me faut vendre pour avoir assez pour faire réussir la spéculation agricole que j'ai entreprise, et voilà tout.

J'ai reçu à présent de François nonante-sept francs, dont quarante francs que tu lui as livrés et cinquante-sept francs [de] Frédéric pour vente de la chaudière et de l'horloge. Cet argent ne me suffit pas encore. La chaudière, il me faut la remplacer ; il me faut une génisse pour tuer, et deux vaches ou un poulain à la place d'une. Je ne puis absolument pas laisser le foin à manger, c'est tout à fait contre mes intérêts. C'est faire de mal en pis. Il me faut des vaches pour trois motifs : 1^o pour du « bument »¹ ; 2^o pour du lait, et 3^o pour élever des veaux.

Je sais que tu fais des plaintes avec le père et la mère sur ce que je vais trop à grand train. Mon cher frère, je te répondrai que je crois que la paresse ne peut pas plus m'être reprochée qu'à toi ; il est vrai que j'ai fait les deux dernières années d'énormes dépenses pour Bagnes, mais qui étaient bien minimes et bien serrées pour les lieux et la position où je me trouvais ; j'espère que tu auras aussi assez de raison pour avoir égard à ces malheureuses circonstances. *Tu dis aussi que tu ne peux pas faire comme cela, toi*² ; je ne sais qu'y faire, je désirerais que tu pusses faire davantage, mais quant à moi, je veux tirer parti de mon bien de la meilleure manière que je pourrai ; les biens de ce monde sont pour s'en servir et le champ de la *Creusaz* (*La Creuse*) n'est plus à la proximité pour moi dans ce moment-ci ; et il est là-haut, et moi je suis ici. Et il est certain que je serai ici trois à quatre ans et même plus. Je tiens donc le champ pour vendu, et j'espère pouvoir en retirer l'argent à la fin de l'automne. Le père sait depuis longtemps que je voulais encore vendre ce champ pour faire de l'argent. Pourquoi n'a-t-il donc pas vendu

du bien à Bruson pour cela ? Voilà mes sentiments ; je tiens à leur exécution pour la réussite de mes calculs. Je suis fâché de te le dire, mais si tu n'accomplis pas mes directions, je te déchargerai de la peine de gérer mes affaires dorénavant ; tu n'en seras pas mortifié, parce que tu seras libéré d'un fardeau, et j'en serais bien mortifié moi-même parce que j'ai eu et j'ai encore de la confiance en toi, mais cette confiance ne va pas jusqu'à annihiler mes facultés intellectuelles. Ainsi, quand je manifeste une intention, si elle n'est pas de votre goût, vous pouvez avec bienveillance me faire vos observations et me donner vos conseils, mais si je reviens à la charge pour le même objet, j'entends que ma volonté soit exécutée.

J'espère aussi que tu ne recevras pas en mauvaise part la présente et que tu continueras de donner tes soins à mes affaires, mais sous les conditions que je viens de t'indiquer.

Vous ne ferez plus vendable la vache qui est encore à Bagnes ; vous la nourrirez avec le foin qui y est encore. Il aurait été préférable de vendre et le foin et la vache ; mais pour les donner pour rien ou à moitié prix, il faut encore les garder. Il faut donner le bœuf à la vache la première fois qu'elle viendra en humeur ; si, en printemps prochain, je puis la faire venir ici, je serais bien aise qu'elle fît le veau en été. Le 7 novembre prochain, il y a encore une foire à Bex ; je serais bien aise d'avoir de l'argent du champ pour ce jour-là.

¹ Fumier. Voir *Glossaire...*, t. II, p. 887 b, s. v. *bumin*, N° 1.

² Souligné dans l'original.

Bex, 1^{er} novembre 1846. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Je n'ai pas cru devoir écrire au père et à la mère pour le champ de la *Creusaz* ; ç'aurait été leur demander de l'argent et cela ne me convenait pas tant. Déjà en printemps, je leur ai écrit une lettre pour avoir en argent, si possible, la valeur du pré de *Profray* que je possédais des avoirs du père, et il y a longtemps qu'ils savent que je voulais vendre le champ de la *Creusaz*. Je n'ai pas à leur dire d'autre chose.

Auguste, qui est venu mercredi dernier, m'a apporté vingt pièces de cinq francs, qu'il m'a dit lui avoir été livrées par la mère ; cela me suffit pour payer une vache que je viens d'acheter. Mais j'aurais encore besoin de dix louis pour en acheter une autre et faire quelques autres affaires. Il me restera encore quelque chose à payer, mais si je puis acheter une seconde vache, je pourrai finir de payer ce que je dois ici, avec le lait que je pourrai vendre. Je trouve maintenant à le placer, mais il ne faut pas que je tarde bien longtemps à pouvoir le porter ; à ce défaut, je serai remplacé.

La vache *Bellone* est malheureusement avortée ces jours passés et je me suis disposé à tuer la petite noire qui n'a pas été bonne cet été et à laquelle

on n'a pas vu prendre le bœuf ; elle a du reste perdu un œil. Ce qui me reviendra de la location du bien, je le réserve pour le payement de la ferme.

Tu feras payer Pierre-François Pasche, Jean Filliez et la belle-mère du gros Gillioz, de Versegères. Si l'invitation à l'amiable ne suffit pas, donne-leur un mandat de ma part ; tu pourras faire un petit rabais à Gillioz, par exemple venir à vingt francs.

J'ai envoyé procure à Etienne Michellod pour donner un mandat à Eugène Nicollier pour deux louis qu'il redoit sur le partage de 1833. Comme le Levronen qui devait la même chose l'a déjà payée en 1842, quoique par mandat, je prendrai à ma charge sa part des frais du procès de Véronique Maret, soit des biens de Joseph Gaillard, pourvu qu'il abandonne son recours contre le « mazot » de Fully, quoique je ne craigne pas cette question. Je prendrai donc à ma charge des frais du prédit procès, ma part, celles d'Etienne et du Levronen, et je laisserai au Louis de l'oncle Eugène et Perraudin, la part qui les concerne.

Auguste m'a dit que Fusey n'avait voulu que rabattre vingt batz ; je vais lui écrire pour avoir un rabais plus notable ; sans cela, je n'en veux rien.

26

Bex, 4 avril 1847. — Maurice Filliez à son frère Benjamin, à Bagnes.

Je n'ai pas devers moi le cahier minute contenant le contrat de mariage et la donation d'Anne-Véronique Michellod. Ce cahier doit être à Bagnes.

Le premier de ces actes est du 7 et le second, du 8 juin 1841. J'ai déjà livré une expédition du contrat de mariage à Jean-Athanase Cortey, je ne crois pas d'en avoir été payé ; je me rappelle pas d'avoir fait d'autres expéditions. Si ces actes ne sont pas relevés, tu pourras le faire toi-même, les collationner tout seul et en revendiquer l'émolument ou, mieux, m'envoyer le cahier et je les relèverai moi-même.

Quant à Fusey, j'ai bien prévu, quand on m'a dit qu'il s'était associé avec Jean-Pierre Gard pour la location du *Borençon* (*Borenclon*), qu'il opposerait la compensation pour le payement de sa portion.

Tu m'as dit en automne qu'il n'avait consenti qu'à vingt batz de rabais pour les frais du procès de Véronique. Déjà alors je lui ai écrit pour lui manifester mon étonnement d'un si minime rabais. Je lui rappelai que le désistement venait de notre part et que sans nous le procès se serait poursuivi.

Je lui renouvelai encore l'égard que j'ai eu pour lui quand son oncle Fusey voulait se donner corps et biens à son neveu Jean-Pierre Fusey. A sa recommandation, à laquelle il joignit une promesse de reconnaissance, je me bornai à faire un testament, quand le disposant voulait faire une donation totale.

Enfin, je lui dis que, dans tous les cas, je ne prendrais que les trois cinquièmes de la moitié des frais.

Tu sais qu'il me doit avec ses frères une quinzaine de francs pour frais de procès, dont je t'ai donné note ; vois à combien s'élèvent ceux de Véronique et balance le compte.

J'ai aussi remis à Fusey, à suivre un procès à Liddes pour un mayen, après les événements de 1844 ; il y avait à prendre quinze francs contre l'huissier [Auguste] Ulrich, de Sion, dont je lui exhibai l'acte. Il doit donc aussi rendre compte de cette affaire.

Je désirerais bien savoir où en sont mes comptes avec toi ; si je pouvais encore toucher quelque chose, je serais bien aise, car je n'ai pas encore fini de payer la location de cette année passée. La cherté des grains qu'il m'a fallu acheter m'a bien trompé dans mes calculs domestiques.

[P.-S.] Tu ne me dis rien si tu as fait des tentatives de réclamation pour le champ du *Zéquier*.

APPENDICE I

Relation de Louis Gard sur l'affaire d'Entremont

(Extr. du *Nouvelliste vaudois*, N° 45, du 4 juin 1844)

Le rédacteur fait précéder la relation des lignes suivantes :

Un citoyen valaisan, dont nous avons déjà publié l'instructive correspondance, nous adresse une relation de ce qui s'est passé à l'Entremont depuis le 20 mai. En jetant beaucoup de jour sur les derniers événements, elle présente un tableau dramatique de la guerre que la Jeune et la Vieille Suisse se sont livrée dans les montagnes du Bas. Comme on a déjà pu le voir, et comme on le verra encore, notre correspondant est aussi opposé aux violences de la Jeune Suisse et à ce qu'il appelle la faction Barman, qu'à l'ancienne aristocratie et au despotisme du clergé ; de là, la vivacité de son langage à quelques endroits. Lui est un démocrate conséquent ; il a pris une part très active à l'affranchissement de 1839 et de 1840 ; mais, ne pouvant approuver la direction fâcheuse imprimée dès lors au nouvel ordre de choses, il s'est tenu à l'écart. Les événements n'ont que trop justifié ses prévisions. Aussi impartial et indépendant qu'il est doué de discernement, il mérite pleine confiance, car il a été témoin de la plupart des faits qu'il raconte ; les autres, il les a puisés à des sources dignes de foi. Il est temps que nous le laissions parler lui-même.

Montagne d'Entremont, 24 mai 1844.

La lutte est terminée et force est restée au gouvernement de la majorité. Nous ne savons dans les montagnes que par oui-dire ce qui se passe dans la plaine, car depuis plus d'une semaine les communications sont interceptées. Des soldats échappés au massacre du pont du Trient nous ont mis au courant des principaux événements. D'autres raconteront les malheurs de la plaine, je vous dirai ceux de la Montagne d'Entremont.

Quelques compagnies de Vieux Suisses d'Entremont appelés par Pignat, de Vouvry, depuis la maison Luder à Sembrancher, où il était bloqué la veille par la Jeune Suisse, arrivèrent le 20 mai, à midi, à Sembrancher. A peine entrées en ville, elles apprirent qu'un corps de Jeunes Suisses, commandés par Crettex, membre du comité, se trouvait au-dessus de Sembrancher, vers le bras qui montre la route du St-Bernard. Les Vieux Suisses remontent à leur rencontre. Une lutte allait avoir lieu, car des fusils étaient déjà couchés en joue, quand Crettex fit sa soumission. Elle portait cessation de toute hostilité, soumission au gouvernement, rupture avec le comité rebelle, et rentrée à Orsières et Liddes, en marchant deux cents pas en avant de la Vieille. Pignat se disait l'agent du gouvernement, quoiqu'il ne pût produire aucun titre. Mais comme la Vieille Suisse voulut rester ce soir-là à Sembrancher, pour y monter

la garde et faire patrouille en remplacement de la Jeune Suisse qui, la veille, avait fait ce service avec les citoyens de Bovernier, hameau de Martigny, dociles à leur président, l'avocat Ducrey, de Sion, auteur du *Culte des ministres du progrès*¹, Crettex voyant les Vieux Suisses rester à Sembrancher, au lieu de marcher deux cents pas derrière, pour remonter dans leurs communes de la montagne, crut être dégagé de sa parole et partit pour Vence et les hauteurs de Chemin à la tête d'une cinquantaine de soldats, mais on ne sait ce qu'il est devenu.

Un combat terrible eut lieu à Bagnes le même jour, 20 mai, à quatre heures du soir. La Vieille Suisse, composée des villages des montagnes de la vallée, voulait marcher, Pittier en tête, à la voix du gouvernement. Celui-ci n'appelait que les siens, vu qu'au mois d'août dernier, ayant appelé des bataillons, composés de divers partis, il y eut anarchie militaire, favorisée par des chefs.

La Jeune Suisse voulut faire un arrangement au moyen duquel chacun resterait chez soi, montant la garde dans son village, se paralysant mutuellement, et laissant faire aux colonnes en plaine, où devait se décider l'affaire. La Vieille Suisse n'entendit rien à cet accord, et s'obstina à vouloir avancer pour se rendre à Sembrancher et se réunir aux autres Vieux Suisses d'Entremont. La Jeune Suisse, placée sur la rive gauche de la Drance, irritée des refus de la Vieille Suisse, et de l'inutilité des efforts de ses parlementaires, libéraux consciencieux, qui ne font partie d'aucune association, ou qui comprennent le respect dû dans les démocraties aux grandes majorités, et se posent comme pacificateurs intermédiaires entre des frères égarés par la faction, et des masses dévouées au clergé, la Jeune Suisse, disons-nous, voyant la Vieille Suisse s'avancer sur la rive droite, passa le pont du Châble et monta rapidement les champs de blé pour lui barrer passage. La Vieille montait aussi en courant, chaque parti voulant gagner les hauteurs, et dominer l'autre pour faire feu avec plus de succès. Enfin, à force de monter ils se rapprochèrent et tirèrent presque ensemble à peu de distance. Quatre hommes de la Vieille Suisse tombèrent morts sur le coup ; un 5^e mourut le lendemain, et il y eut plusieurs blessés des deux côtés. Cependant, il y avait eu au moins quatre cents Vieux Suisses contre cent Jeunes Suisses ou libéraux, mais ceux-ci étaient de vrais soldats. La Vieille Suisse, multitude dévote et timide, ne sachant guère manier l'arme, tirait en détournant la tête ; mais la Jeune Suisse, composée des militaires des contingents et de quelques tireurs de cible et chasseurs de chamois, ajustait mieux. Elle avait une vieille rancune d'excommunication dans le cœur. Cependant il y avait avec elle des enfants de quinze à dix-huit ans qui, pour la première fois, faisaient le coup de feu. Les Jeunes Suisses étaient furieux à cause d'un bruit qui courait que la Vieille Suisse, en remontant de Sembrancher, devait tous les massacrer. La première décharge eut lieu sans que l'avocat Filliez, partisan du comité, fût présent. Après la déroute de la Vieille Suisse, Filliez s'employa à sauver les débris réfugiés à Montagnier. Il fit preuve de valeur dans le combat, et de générosité après la victoire. « C'est sur mon cadavre qu'on marchera, disait-il, avant de tuer Pittier ou qui que ce soit après la lutte. » Dans la maison Fusey, livrée au désordre résultant de la poursuite des vaincus qui s'y étaient réfugiés, il y eut des coups de fusil et de sabre, et Filliez dut s'emporter contre sa troupe et frapper du plat de

sabre quelques-uns des plus échauffés qui tombaient sur des hommes rendus à discrétion. Tiendra-t-on compte de sa noble générosité, attestée par toutes les personnes de la maison Fusey, ses adversaires ?

Le lendemain 21, de grand matin, arriva à Bagnes une colonne de Vieux Suisses d'Entremont, commandés par Pignat. Une fraction de cette colonne se porta sur les hauteurs de Sapey, où des Jeunes Suisses désarmaient leurs adversaires. Un Vieux Suisse y fut tué après avoir, dit-on, couché en joue un peloton de trois hommes qui couraient à sa poursuite. Filliez avait défendu dès l'aube de faire feu, mais il ne fut pas obéi. Le peloton détaché du corps de Pignat poursuivait, en tirant coup sur coup, les Jeunes Suisses qui avaient fait irruption dans une maison où se trouvait caché l'avocat Jacquemain fils, Vieux Suisse passionné, quoique ex-Jeune, mais bien aise de s'esquiver adroitement, comme de juste, quand on est poursuivi, comme disaient les Vieux Suisses, non par des hommes, mais par des démons. Filliez s'aboucha avec Pignat et capitula à la tête de septante hommes qui étaient en plaine de Bagnes avec lui quand Pignat arriva avec trois cents Entremontans d'Orsières et Sembrancher. Heureusement que la Jeune Suisse de Bagnes était alors dispersée, quarante hommes des plus décidés s'étant portés à la Croix de Cœur, du côté d'Isérables pour s'opposer au passage d'une colonne d'Allemands, commandée par Elie de Courten et Nicolas Roten, et nombre d'autres pelotons de libéraux, à divers autres passages, savoir au Sapey et ailleurs. Les conditions que Pignat exigea furent les mêmes que celles qui furent exigées de Crettex, moins la marche ou rentrée deux cents pas avant la Vieille. Pignat voulut ensuite rappeler le détachement qui tirait du côté du Sapey, mais en vain. Le feu continua toute la matinée, et Pignat repartit pour Sembrancher sans que le détachement l'eût rejoint, bien qu'il l'eût attendu une heure ou deux après lui avoir envoyé des ordres réitérés. Filliez, de son côté, avait aussi envoyé un exprès au peloton de Jeunes Suisses, mais en vain, car on ne l'écoutait plus.

Le 22, de grand matin, une colonne de Haut-Valaisans, forte de quatre compagnies, toutes de Conches, sous Adrien de Courten, fils de l'ex-bailli, ayant couché au Levron, où elle était arrivée à dix heures du soir, après avoir passé le col du Lin, au-dessus de Saxon, entra à Bagnes au Châble avec deux aumôniers au moment où quatre cercueils, contenant quatre Vieux Suisses, tués l'avant-veille (victoire qu'il faudra peut-être payer bien cher), se trouvaient déposés sur la place, entourés de leurs nombreux parents et amis, en habits de pénitents blancs, précédés des prêtres de la paroisse. La Vieille Suisse en armes, les tambours battant aux champs, les cercueils des victimes de la guerre civile gisant sur le sol, les cris et les larmes de leurs épouses, et de leurs pères et mères, les processions catholiques des pénitents blancs, quatre cadavres, l'arrivée des Allemands en armes, tout contribuait à faire de cette scène un spectacle extraordinaire qui attendrissait les cœurs des uns et semblait exalter les autres de fureur et d'indignation.

La Jeune Suisse, qui avait combattu l'avant-veille, se montrait dans les rues sans crainte, croyant la paix faite, mais le 23 au matin, les arrestations commencèrent : on cherche Filliez, on ne le trouve pas. Dix soldats sont placés chez lui en logement, et on y a pris tous les vivres et tous les effets, probablement pour découvrir sa correspondance. Le vice-président du dizain, Jacque-

main père, n'est point disposé à épargner ses adversaires, et le conseil communal, irrité par les parents des victimes du 20 mai, semble vouloir, à l'instigation du vice-président désénel, montrer du doigt aux Allemands les personnes compromises afin de les faire saisir et juger. Treize ont été arrêtées et enfermées. On fait le tour de la vallée. Des pelotons de Vieux Suisses de la vallée parcourent les mayens, enfoncent les chalets à coups de hache, et visitent tout dans l'intérieur pour y découvrir des Jeunes Suisses en fuite. Malheureusement que la Vieille Suisse paraît aussi vouloir terroriser à son tour, comme avait fait la Jeune dans la plaine jusqu'ici. Elle amène à chaque instant des vieillards, des enfants et même des ennemis du comité de Martigny, et cela uniquement parce qu'ils sont libéraux, Adrien de Courten est à Martigny au conseil de guerre, et il ne peut empêcher ces excès. Son remplaçant, le commandant Julier, de Conches, semble s'apercevoir que la Vieille Suisse va un peu trop loin, mais il ne sait comment résister à ses exigences. Cependant il vient de licencier tous les détenus sur leur parole de se constituer au premier appel, après avoir rendu leurs armes et fait leur soumission. Ceux-ci et plusieurs autres libéraux non-inculpés ont réclamé chez le commandant, et ont fait sentir à la Vieille Suisse de Bagnes que, si on sévissait avec tant de rigueur, toute injustice pouvait amener une réaction. Ce n'est point par peur que le commandant a ordonné qu'ils fussent libérés, car il a ici plus de cinq cents hommes à ses ordres, et la Jeune Suisse lui fait soumission sur soumission, mais il voit que les exaltés du parti conservateur sont trop exagérés, car ils vont jusqu'à demander de rentrer sous le gouvernement absolu des anciens seigneurs abbés et des magnifiques seigneurs du Haut-Valais. Mais les chefs du parti prêtre comprennent qu'ils n'ont nul besoin de l'ancien régime, et que la démocratie d'un peuple extrêmement attaché à l'ordre et à la religion, vaut mieux pour les prêtres que l'oligarchie de la classe instruite, faisant du despotisme au profit de la civilisation.

¹ Est-ce le titre d'un pamphlet contemporain ? Nous l'ignorons ; en tout cas, il n'est pas connu de J.-B. Bertrand (*Au berceau de la presse valaisanne*, dans *Ann. Val.*, 2^e série, 1931, pp. 33-34).

APPENDICE II

Lettres de Benjamin Filliez à sa femme, née Julie Pasche, pendant la campagne du Sonderbund

1

Lax (dizain de Conches), 2 novembre 1847.

Nous sommes arrivés hier au soir ici, et demain nous avons l'ordre de continuer notre route. Nous sommes bientôt à la frontière du Valais touchant au canton d'Uri. On parle que nous sommes destinés pour Lucerne, mais nous ne savons point encore le sort de notre marche. Les militaires disent généralement qu'ils se refuseront à marcher hors du canton lorsqu'ils seront arrivés au pied de la montagne. C'est un tour qu'on a joué à la compagnie Besse et à la mienne ; nous devions faire partie du troisième bataillon, et maintenant on nous a fait marcher avec le premier.

Je ne doute pas que mon absence vous causera de la peine, mais que faire ? plus on s'inquiète et plus la situation est moindre ; il faut savoir se faire une résignation aux misères et chagrins de ce monde. Si je suis éloigné de vous par la distance qui nous sépare, je ne le suis pas dans mon esprit ; je vous ai toujours présents devant mes yeux.

Il faut espérer que la Providence voudra bien nous faire le bonheur de nous voir au sein de notre famille.

Je vous embrasse tous du profond de mon cœur et salue toute la famille.

[P.-S.] Nous sommes éloignés de vingt-six lieues.

2

Schwarzenberg, 16 novembre 1847.

Je pense que vous aurez reçu ma lettre datée de Lax, 2 novembre. Je me croyais alors bien éloigné de vous, mais aujourd'hui je le suis bien davantage. Nous avons soixante lieues de distance, et malgré cette séparation, je vois toujours ma famille devant mes yeux ; j'attends avec impatience le moment de pouvoir vous rejoindre.

Le 4 de ce mois, nous avons passé la Furka (*Furkaz*), au sommet de Conches, par un sentier très étroit, couvert de neige, et nous sommes venus coucher à Hospental (*Hospitalen*), canton d'Uri. Le lendemain, nous avons

été dirigés sur le Saint-Gothard, entre les cantons d'Uri et du Tessin ; nous y sommes restés quatre jours ; quatre Tessinois nous ont attaqués le quatrième jour, on a tirillé pendant toute la journée, nous n'avons pas eu de blessés. Le Saint-Gothard est très élevé ; on n'y voit paraître que des rochers, et deux maisons qui nous ont donné asile, ainsi qu'à quelques compagnies du canton d'Uri qui étaient aussi là avec nous.

Le 9, nous avons quitté le Saint-Gothard pour nous rendre à Lucerne, où nous sommes arrivés le 10 à quatre heures du soir, après nous être embarqués sur le lac des Quatre-Cantons. Le lendemain, 11 courant, on nous a fait partir de la ville de Lucerne et voyager pendant presque toute la nuit pour arriver le 12 au matin sur les frontières d'Argovie, mais ayant rencontré un « halte-là ! », nous avons été obligés de rétrograder.

Maintenant, nous sommes placés dans une autre position, près du canton d'Unterwald, à quatre lieues de la ville de Lucerne. Nous sommes sans nouvelles ; nous ne connaissons point l'issue des affaires ; nous sommes comme des plaideurs qui attendent avec impatience leur jugement ; ainsi nous nous attendons d'un moment à l'autre à être appelés au combat. Que faire ? Il arrive des circonstances dans le cours de la vie qu'il faut supporter, sans en avoir donné occasion.

Vous pouvez charger l'oncle Jean de descendre le bois de *Muay* (*Moay*), si vous ne l'avez déjà fait. Je pense que Camille se rappellera qu'il y a une pièce devant la grange de Marie Vaudan, une dessus notre grange, un tas un peu plus haut, deux à côté de ce tas et trois plus autres au-dessus de l'autre grange. Vous pouvez vous servir du bois des *Barmes* pour brûler.

Ne travaillez pas au-delà que vos forces le permettent ; faites faire les ouvrages par d'autres. Si j'ai le bonheur de vous revoir, j'espère récompenser la perte que la famille éprouve par mon absence.

Je vous recommande de ne pas donner à la commission des vivres ce qui est nécessaire à votre entretien ; on doit comprendre que celui [- - -] sa famille et son pays a bien plus con[- - -] que celui qui est resté dans sa patrie et dans sa famille.

Vous pouvez dire que les militaires de Bagnes qui sont ici se portent tous bien.

Un Dallèves de Sembrancher, neveu de Michel Oreiller, a été blessé dans une cuisse ; il est maintenant à l'hôpital de Lucerne ; on espère qu'il sera bientôt guéri.

Je vous embrasse tous du profond de mon cœur.

[P.-S.] Dans le cas qu'on reste encore quelque temps sans décision, vous pourriez m'écrire en adressant la lettre au gouvernement du Valais sous une enveloppe, en le priant de la faire parvenir à sa destination.

L'adresse : Le Capitaine Filliez, Bataillon de Courten, à Lucerne.

Bâle-Ville, 3 décembre 1847.

Je ne doute pas que vous serez très inquiète sur notre position dès les événements qui se sont passés après les nouvelles que je vous ai adressées de Schwarzenberg, près de Lucerne. Le 24 novembre dernier, les troupes fédérales sont entrées à Lucerne, et nous, nous avons été faits prisonniers. Le 26, on nous a donné une feuille de route pour nous rendre à Bâle-Ville, et nous y sommes arrivés le 29 au soir ; la foule qui nous attendait pour nous voir arriver était si grande qu'on avait de la peine de se faire place pour marcher.

Quoique nous avons le nom d'être faits prisonniers, nous ne le sommes cependant pas dans ce moment à Bâle, car on nous a reçus ici comme des amis, comme des frères ; nous sommes traités de la meilleure manière possible ; les soldats sont très bien logés et très bien nourris ; on leur distribue des chemises, des souliers, des bas et plusieurs différents objets. Mais quoique nous ne sommes pas mal ici, nous attendons avec impatience le moment de pouvoir rejoindre notre famille. Le neveu Jean est avec moi, ainsi que quelques militaires de la compagnie Besse. Vous direz à Pierre-François Morend que Maurice se porte bien ; qu'il les salue.

Nous avons appris que le Valais avait capitulé [29 novembre] et qu'il était occupé par les troupes fédérales. Je suis convaincu que le frère Maurice [Filliez] sera à Bagnes ; c'est bientôt temps qu'il se voie débarrassé du joug de la tyrannie qui pesait sur lui.

Tâchez de vous consoler de mon absence ; j'espère que j'aurai bientôt le plaisir de rentrer dans ma famille.

Je vous embrasse tous du profond de mon cœur.

[P.-S.] Dans la lettre que je vous ai adressée de Schwarzenberg, je vous ai demandé de vos nouvelles et n'en ai point reçu.

Tous les militaires se portent bien.

APPENDICE III

Souvenirs sur Maurice Filliez et sa femme Louise Nicollier transmis par leur fille Célestine (1846-1936) à leur petite-fille, M^{lle} Julia Troillet (* 1881)

Recueillis par
Maurice CHAPPAZ

Maurice-Eugène Filliez

A l'arrivée des Haut-Valaisans, Maurice-Eugène Filliez craignit pour sa vie. Il rencontra parmi eux une personne de ses relations qui ne répondit pas à son salut et lui fit comprendre de ne pas se dévoiler.

Il se cacha au premier moment dans les galetas de la « Grande maison », sise face à la laiterie actuelle (partie du Châble au levant). Cette maison possède une porte cochère très vaste. Elle servait autrefois aux employés et aux chevaux de l'Abbaye. Une famille Michellod devait l'occuper au temps de M.-E. Filliez. Ce dernier cependant ne se sentit pas dans une sûreté suffisante et il déménagea dans une pauvre maison, celle de Nicolas Moulin, sise, elle, à l'emplacement de la route de Fionnay, en face de l'habitation du tapisier Brouchoud, à la sortie est du Châble.

Maurice-Eugène Filliez se tenait dans un trou dans la cuisine, sous une grosse pierre, une dalle en guise de couvercle qu'il pouvait basculer. Ce Nicolas Moulin était un mendiant et nul ne s'étonnait de le voir venir chaque jour à la maison de M^{me} Filliez, connue pour sa générosité, et repartir avec un panier qui renfermait les repas de Maurice-Eugène.

Pendant ce temps, les soldats fouillèrent à plusieurs reprises la demeure de Maurice-Eugène Filliez, allant jusqu'à remuer les tas de pommes de terre à la cave et à tout sonder avec leurs baïonnettes, si bien que M^{me} Filliez leur lança : « Prenez-vous donc monsieur Filliez pour une souris ? »

Maurice-Eugène Filliez partit de Bagnes pendant la nuit, accompagné de trois hommes, à pied jusqu'à Martigny. Là, il monta en voiture. Il me semble qu'on disait que c'était celle d'un Morand. Maurice-Eugène Filliez se cacha sous le banc, protégé par les jambes des trois hommes. Il passa ainsi sans encombre le pont de Saint-Maurice où se trouvait une garde. Et il s'établit à Bex.

* * *

Au témoignage de nos parents, M.-E. Filliez était libéral en politique et catholique en religion. Il était mesuré et pratiquait régulièrement. Sa famille partageait ses opinions. Lors des événements révolutionnaires, son frère Lucien

qui commandait sous ses ordres « sauva » le curé. Les Jeunes Suisses le recherchaient pour lui faire un mauvais parti alors qu'ils n'en voulaient pas au vicaire, mais le curé était très ardent contre eux. Lucien le découvrit, dissimulé derrière une « tèche » de bois, mais annonça aux autres, aux poursuivants, qu'il n'y avait personne. On le crut parce que c'était Lucien Filliez.

Lors des derniers instants de M.-E. Filliez qui mourut du typhus (c'était l'année du typhus et plusieurs membres de sa famille disparurent également), le prêtre vint pour l'administrer. C'était Marie-Célestine (notre mère) qui était à son chevet et lui chassait les mouches. Nous étions au mois de juillet. « Pauvre petite ! » s'exclamait-il. Il devait penser à toutes ses nombreuses filles. Le prêtre vint donc, mais d'après certains souvenirs, son épouse Marie-Louise Filliez-Nicollier dut intervenir pendant l'entretien seul à seul et revenir dans la chambre. Il y avait une discussion qui s'entendait de la cuisine. Le prêtre désirait que Maurice-Eugène rétracte certaines idées ou certains passages de sa brochure *La Vérité à mes concitoyens*, ce à quoi il se refusait énergiquement. M^{me} Filliez entra donc et s'écria : « Laissez donc M. Filliez tranquille et donnez-lui l'absolution ! » Ce qui fut fait enfin et aussitôt.

Marie-Louise Nicollier

Marie-Louise Nicollier se remaria avec un Charvoz. Ils eurent une fille, Emma, qui, ayant épousé un Morend, eut à son tour des enfants : Henri, un garçon arriéré, et Valentine qui se maria et mourut en Grèce.

Ce Charvoz partit en Amérique avec une fille Meilland et n'est plus revenu. La Meilland revint avec une fille dite Alice Témoin.

Ce Charvoz était beaucoup plus jeune, assez méchant. Il donnait la meilleure nourriture à son chien, privant même les filles de Maurice-Eugène jusqu'à ce que Marie-Célestine prît le chien, le mît dans un sac et allât le jeter à la Drance, au pont de Profray. Puis elle s'installa avec ses sœurs dans l'appartement supérieur de la maison et tint ménage à part. Charvoz dit, sans pouvoir se venger : « Je tuerais celui qui a tué mon chien, si je le découvrais ! » Marie-Célestine Filliez était très intelligente et décidée. Elle épousa plus tard François-Narcisse Troillet, père de Maurice.

C'est François-Narcisse Troillet qui s'établit au premier étage de l'Abbaye. La maison de Maurice-Eugène Filliez était située sur la place du Châble. Elle existe toujours et fait angle avec l'ancienne route de Bruson, côté levant.

Index des noms de lieux

Abréviations

Districts du Valais

E	=	Entremont	Mo	=	Monthey
G	=	Conches (Goms)	Sm	=	Saint-Maurice
Ma	=	Martigny	Sn	=	Sion

A

Aigle (Vaud) : 285, 315
Amérique : 286, 233
Argovie, canton : 330
Bagnes (E) : *passim*. Lieux-dits :
— Barmes, mayen des — : 307, 317, 330
— Borençon (Borenclon), mayen : 317, 323
— Corberrayes (Corberaye) : 295, 302, 310
— Creusaz (La Creuse), champ : 321-322
— Croix du Cœur (Croix de Cœur) : 290, 327
— Fleureta, petit champ : 317
— Lapazay (La Pazay), mayen : 305
— Maladère, pré, champ : 314, 317
— Mayendzet (Mayentset) : 307, 319
— Muay (Moay) : 330
— Perrey (Perray) : 320
— Pierra-Grossa (Pierre Grosse) : 305
— Profray, jardin, pont : 316, 322, 333
— Saint-Marc, champs de — : 287
— Six Blanc, montagne : 305
— Zéquier, champ du — : 324
— Voir aussi : Bruson, Châble, Champsec, Cotterg, Fionnay, Lourtier, Montagnier, Montau, Prarreyer, Sapey, Sarreyer, Verbier, Versegères, Villette

B

Bâle : 286, 331
Barmes, v. Bagnes
Berne : 316
Besançon : 283, 303
Bex (Vaud) : *passim*
— hôtel du Monde : 283, 308
— ferme du Rhône : 283, 285

Borençon, v. Bagnes
Bovernier (Ma) : 326
Bruson (c. Bagnes) : 280, 289, 298, 305, 307, 322, 333

C

Châble, Le (c. Bagnes) : 280, 283, 289, 292, 295, 304-305, 326-327, 332-333
Champsec (c. Bagnes) : 293, 304-305
Chargeu, v. Fully
Chaux-de-Fonds, La : 283, 303
Chemin (c. Vollèges) : 326
Collombey-Muraz (Mo) : 298
Conches, vallée : 327-329
Corberrayes, v. Bagnes
Cossonay (Vaud) : 283, 317-319
Cotterg (c. Bagnes) : 305, 318
Creusaz, v. Bagnes
Croix du Cœur, v. Bagnes

D

Drance, riv. : 289, 326, 333

E

Entremont : 281, 290, 301, 314, 325-327

F

Fionnay (c. Bagnes) : 332
Fleureta, v. Bagnes
France : 303, 316, 319
Fully (Ma) : 285, 323
— vigne du Chargeu (Chargeux) : 317
Furka, col de la — : 329

G

Genève : 280, 283, 303-304
Grèce : 333

H

Hospental (Uri) : 329

I

Isérables (Ma) : 327

J

Jura : 303

L

Lapazay, v. Bagnes
Lausanne : 280, 283, 287, 295, 298, 301, 303-304
Lax (G) : 329
Levron (c. Vollèges) : 312, 323, 327
Liddes (E) : 324-325
Lin, col du — (c. Vollèges) : 327
Locle, Le : 283, 303
Lourtier (c. Bagnes) : 287, 298, 312
Lucerne : 286, 315, 329-331
Lyon : 315

M

Maladère, v. Bagnes
Martigny : 288, 303, 315, 318, 326, 328, 332
— comité de — : 281, 328
Massongex (Sm) : 283, 285
Mayendzet, v. Bagnes
Montagnier (c. Bagnes) : 289, 299, 302, 305, 310, 326
Montau, La (c. Bagnes) : 292
Monthey : 304
Muay, v. Bagnes

N

Naples : 299, 312
Neuchâtel : 283, 301, 303

O

Orsières (E) : 291, 305, 315, 319, 325, 327

P

Padoue : 315
Paris : 304
Perrey, v. Bagnes

Piémont : 304
Pierra-Grossa, v. Bagnes
Prarreyer (c. Bagnes) : 295, 304, 319
Profray, v. Bagnes

Q

Quatre-Cantons, lac des — : 330

R

Rhône, fl. : 283, 285
Rousses, Les — (dép. Jura) : 283, 303

S

Saint-Bernard, route du — : 325
Saint-Gothard : 286, 330
Saint-Marc, v. Bagnes
Saint-Maurice : 280, 284, 304, 332
Sapey (*Sapay*) (c. Bagnes) : 290, 302, 310, 327
Sarraz, La — (Vaud) : 319
Sarreyer (c. Bagnes) : 292, 305
Savièse (Sn) : 293
Saxon (Ma) : 315, 327
Schwarzenberg (Lucerne) : 329, 331
Sembrancher (E) : 288-289, 291, 295, 317, 325-327, 330
Sion : *passim*
Six Blanc, v. Bagnes

T

Tessin, canton : 330
Trient, riv. : 281, 325
Turin : 304

U

Unterwald, canton : 330
Uri, canton : 329-330

V

Vaud : 281, 291, 293, 303, 313, 318, 320
Vence (c. Vollèges) : 326
Verbier (c. Bagnes) : 292, 302
Versegères (c. Bagnes) : 312, 323
Vevey (Vaud) : 283, 287, 303
Villette, Villettaz (c. Bagnes) : 289, 305
Vollèges (E) : 315
Vouvry (Mo) : 325

Z

Zéquier, v. Bagnes

Index des noms de personnes

A

- Abbet, Joseph (1814-1853), époux d'Eme-
rence Mermoud, secrétaire du comité
de Martigny, décrété d'arrestation en
1844 : 284-285, 287, 300-301
- Jules-Maurice (1845-1918), fils du pré-
cédent, évêque de Sion 1901 : 284-285
- Alter, Jean-Joseph : 305
- Jean-Pierre : 319
- Michel, chef en second de la Jeune
Suisse de Bagnes : 302

B

- Baillifard, Stéphane, lieutenant de la garde
urbaine de Bagnes : 305
- Barman, faction : 325
- Joseph-Hyacinthe (1800-1885), Dr en
droit, avocat, député, décrété d'arres-
tation en 1844 : 287, 294-295, 299, 309,
312
- Maurice (1808-1878), conseiller d'Etat
1840-1843, décrété d'arrestation en
1844 : 280, 284-285, 287
- Baup, François, Jeune Suisse tué à Sem-
brancher en 1844 : 288, 301
- Besse, compagnie — : 329, 331
- fils de Maurice —, porte-drapeau de la
garde urbaine de Bagnes : 305
- François, conseiller de Bagnes : 289
- Frédéric, du Cotterg : 305
- Besson : 287, 307
- Pierre-Maurice, de Verbier, tué au com-
bat de Corberaye, le 20 mai 1844 : 292
- Binz, Louis : 304
- Boccard, François (1808-1865), chanoine de
Saint-Maurice, curé de Saint-Sigis-
mond, à Saint-Maurice, historien : 280,
284-285
- Bonzon et fils : 303
- Bourgeois : 314
- Boven, Pierre : 312
- Bovier, François (1798-1870), capitaine au
service de Naples, époux de Marguerite
Joris : 299, 312
- Brême, héritiers : 307
- Anne-Marthe : 295, 317-318
- Brouchoud, tapissier au Châble : 332
- Maurice : 318
- Pierre-Joseph (* 1812), du Châble, pein-
tre : 280, 285
- Bruchez, du Cotterg : 318

- de Lourtier : 287
- Jean-Maurice, conseiller de Bagnes : 289
- Jean-Pierre : 312

C

- Camille : 330
- Carron, Jean : 310, 314
- Joseph, domestique de Maurice Filliez :
320
- Maurice-Eugène, de La Montau, tué au
combat de Corberaye, le 20 mai 1844 :
292
- Caseux, enfants —, de Bruson : 298, 312
- Cavé, Joseph, d'Orsières : 319
- Chappaz, Maurice : 279, 286, 295, 299, 332
- Charvoz, Joséphe-Emma (* 1863), fille de
Maurice et de Louise Nicollier : 286,
333
- Maurice (François-), fils de Jean-Fran-
çois et d'Elisabeth Boven, second époux
(1862) de Louise Nicollier, veuve de
Maurice Filliez : 285-286, 333
- Chinny (Kini), Pierre-Dominique de —, de
Padoue, médecin, à Vollèges : 315
- Claivaz, Maurice (1798-1883), médecin, à
Martigny : 315
- Contard, Xavier-Nicolas († 1860), vice-pré-
sident de Sembrancher : 288
- Cortey, Françoise, de Saxon : 315
- Jean-Athanase : 323
- Courten, Adolphe de — (1812-1892), com-
mandant du 3^e bataillon valaisan 1847 :
286, 330
- Adrien de — (1806-1887), fils du grand
bailli Maurice, commandant d'une co-
lonne de Haut-Valaisans à Bagnes :
291, 327-328
- Elie de — (1800-1863), député de Con-
ches à la diète valaisanne : 327
- Courthion, Jean-Joseph, père de Joseph :
292
- Joseph, fils de Jean-Joseph et de Ma-
rie-Catherine Jacquemain, tué le 21 mai
1844 à Bagnes : 292, 302, 304-305, 310
- Marie, fille de Pierre, servante chez
Maurice Filliez : 313, 320
- Maurice : 302
- Pierre : 313, 320
- Crettex, Joseph († 1850), membre du co-
mité de Martigny, décrété d'arrestation
en 1844 : 287, 294-295, 315, 325-327

Cretton, Etienne, de Champsec, lieutenant de la garde urbaine de Bagnes : 302, 305

D

Dallèves, de Sembrancher : 330
Delacoste, François (1782-1851), conseiller d'Etat 1839-1843 : 299, 312
Derivaz, André (1803-1871), chanoine, curé d'Ardon, député du clergé au Grand Conseil 1844-1847 : 303, 305-306
Desfayes, Pierre-Gabriel (1791-1848), notaire, grand châtelain du dizain de Martigny : 294
Deslarzes, Vital, secrétaire du conseil de Bagnes : 289, 293, 317
Ducrey, Henri (1805-1864), avocat et notaire, à Sion : 294, 326
Dufour, Casimir (1798-1858), un des chefs militaires de la Jeune Suisse, décrété d'arrestation en 1844 : 284, 287

E

Eugène, le Louis de l'oncle — : 323

F

Farquet, du Cotterg : 318
Fellay, François, de Perrey : 320
— Frédéric : 305
— Jean-André : 315
— Jean-Pierre : 287
— Marie-Catherine : 320
— M.-Joseph : 302
— Maurice : 287, 319
Filliez, Amélie-Tuosine (1856-1948), fille posthume de Maurice, alliée Charles Filliez : 280
— Auguste (Pierre-Maurice-) (1820-1891), frère de Maurice, époux (1850) d'Euphrosine Troillet : 295, 303, 322-323
— Benjamin (François-) (1808-1894), frère de Maurice, époux (1832) de Julie Pasche : *passim*
— Célestine (Marie-) (1846-1936), fille de Maurice, épouse (1879) de François-Narcisse Troillet : 280, 332-333
— François, de Bruson : 298
— François (Pierre-) (1817-1856), frère de Maurice, époux (1844) de Patience-Euphrasie Pellouchoud : 304, 314, 317-319, 321
— Frédéric, de Bruson : 307
— Frédéric (Pierre-Joseph-) (1776-1847), époux (1805) de Marie-Ursule Filliez, père de Maurice : 280, 284-285, 303, 307, 314, 317, 320-322
— Frédéric (André-) (1805-1856), frère de Maurice, époux (1827) d'Anne-Marie Pasche : 303-304, 314, 321

— Jean : 287, 323
— Jean-Humbert, grand-père de Maurice : 280
— Julie-Alexandrine (* 1844), fille de Maurice : 280, 283, 297, 307
— Louis (Joseph-) (1819-1900), frère de Maurice, époux (1847) de Catherine-Clémence Tissières : 280, 318-320
— Lucien (Michel-) (1822-1908), frère de Maurice : 313, 332-333
— Marie-Louise (* 1842), fille de Maurice : 280
— Marie-Ursule (1786-1866), épouse de Frédéric Filliez et mère de Maurice : 280, 318, 320-322
— Maurice-Eugène (* et † 1840), fils de Maurice : 280
— Maurice-Victor (1848-1877), fils de Maurice, droguiste : 280
Fumey, Michel, président de Vouvry 1837-1844, décrété d'arrestation en 1844 : 287
Furrer, Chrétien (1803-1865), capitaine de la gendarmerie valaisanne : 293, 296
Fusey : 287, 295, 323-324
— du Sommet du Châble : 295
— oncle de Jean-Pierre : 323
— Georges-François (1803-1856), avocat et notaire, député au Grand Conseil : 289, 302, 310, 326-327
— Jean-Pierre : 323

G

Gaillard, Joseph : 323
— fils aîné de Pierre —, de Prarreyer : 304-305
Ganizot, Emmanuel (1802-1847), Dr en droit, secrétaire d'Etat 1844-1845 : 307-308
Gard, de Champsec, capitaine de la garde urbaine de Bagnes : 293, 305
— Jean-Pierre, à Montagnier : 305, 323
— Louis (1799-1865), notaire, chansonnier politique, à Bagnes, correspondant du *Nouvelliste vaudois* : 281, 299, 301, 325
Gattoz, Benjamin (1798-1850), d'Alexandrie (Italie), marchand, puis régent à Martigny et à Monthey : 303-304
Gay, Eugène († 1877), président du dizain de Martigny : 316
— Jean-Baptiste (1813-1894), avocat et notaire, à Saint-Maurice, décrété d'arrestation en 1844 : 287, 294-295
Georges, Jean-Baptiste (1809-1883), greffier du Tribunal central : 315
Gillioz, de Verségères : 312, 323
— Catherine : 287
Gross, Joseph (-Samuel) (1772-1868), conseiller d'Etat, chef du département de Justice et Police : 301, 308

Guex, Maurice, meneur de la Jeune Suisse : 287

H

Huttinot, Victor, de Paris, rentier : 303-304

J

Jacquemain : 287, 293, 312-313

— recteur de la montagne du Six Blanc : 305

— Joseph (Pierre-) (1788-1879), notaire, vice-président du dizain d'Entremont : 289, 291, 298, 301-302, 327-328

— Marie-Catherine, mère de Joseph Courthion : 292

— Maurice (1818-1856), fils de Joseph, avocat et notaire : 289, 293, 298, 327

Jean, l'oncle — : 330

— Marie de l'oncle — : 314

— neveu de Benjamin Filliez : 331

Joris, Alexis (1800-1867), un des chefs militaires de la Jeune Suisse, décrété d'arrestation en 1844 : 287, 298, 315

— François-Emmanuel (1761-1814), père d'Alexis : 298-299

— Marguerite, sœur d'Alexis et épouse (1829) de François Bovier : 299

— Virginie (1802-1867), sœur d'Alexis : 299, 312

Julier, Franz, d'Ernen, commandant en second du détachement haut-valaisan : 328

K

Kalbermatten, Guillaume de — (1793-1875), commandant militaire de la Vieille Suisse : 303, 305-306

Kini, v. Chinny

L

Lang, capitaine de la garde urbaine de Bagnes : 305

Louis, de l'oncle Eugène : 323

Luder, Antoine (1804-1873), président de Sembrancher, président du dizain d'Entremont : 288, 315, 325

Luisier, Etienne-Joseph, de Sarreyer, tué au combat de Corberaye, le 20 mai 1844 : 292

— François : 312

M

Mandrin, au Châble : 304

Maret : 287

— oncle de la fille à Thomas : 316

— Athanase, fils de Jean-Christophe : 319

— François, président de la Jeune Suisse, à Bagnes : 302

— Georges-François, de Bruson, étudiant à Sion : 298, 305

— Jean-Christophe, de Prarreyer : 319

— Joseph : 298

— Laurent, sous-lieutenant de la garde urbaine de Bagnes : 305

— M.-Basile, sergent : 289

— Michel : 313

— Véronique : 323

Marie de l'oncle Jean : 314

Masson, Louis, fils de Nicolas, de Champsec : 304-305

— Nicolas, de Champsec : 304

Meilland, fille —, compagne de Maurice Charvoz, mère d'Alice Témoin : 333

Mermoud, Emerence, épouse de Joseph Abbet : 285

Mex, Frédéric, de Sarreyer : 305

Michellod, de Martigny : 315

— famille, au Châble : 332

— frères, au Sapay : 290, 302

— commandant de la garde urbaine de Bagnes : 305

— Anne-Virgine : 323-324.

— Etienne : 323

— Marie-Louise, épouse de Maurice-Elie Nicollier : 280

— Pierre, sous-lieutenant de la garde urbaine de Bagnes : 305

Morand, de Martigny : 332

— Alphonse (1809-1888), journaliste, décrété d'arrestation en 1844 : 287

Morend, époux d'Emma Charvoz : 333

— Henri, fils d'Emma Charvoz : 333

— Maurice, fils de Pierre-François : 331

— Pierre-François : 317, 331

— Valentine, fille d'Emma Charvoz : 333

Moulin, de Prarreyer : 295

— Augustin : 318

— Etienne : 312

— Gaspard : 302

— Nicolas, mendiant : 332

N

Nicollier, à Vevey : 303

— Eugène : 323

— Joseph (* 1888), au Châble, propriétaire des lettres : 279-280, 286-287, 295, 297, 299, 301, 305-309

— Louise (Marie-) (1822-1910), épouse (1839) de Maurice Filliez, puis (1862) de Maurice Charvoz : 280, 283-286, 291, 293, 297, 306-307, 309, 312-315, 317, 332-333

— Maurice-Elie, père de Louise Nicollier : 280

— Placide : 312

O

Olivier, Urbain (1810-1888), écrivain vaudois : 283, 285
Oreiller, Michel : 330

P

Parvex, Jean-Didier (1809-1844), châtelain de Collombey-Muraz : 298
Pasche : 298
— Anne-Marie, épouse de Frédéric Filliez fils : 304
— Julie (Marthe-), épouse de Benjamin Filliez : 270-280, 286, 329
— Pierre-François : 312-313, 323
Pellaud, du Levron : 312
Pellissier, héritiers : 307
Pellouchoud, Patience-Euphrasie, épouse de François Filliez : 314
Perraudin : 323
— Pierre : 307
Perrig, François-Etienne (1799-1888), rapporteur près le Tribunal central : 299, 308
Pignat, Louis, de Vouvry, capitaine, commandant de la Vieille Suisse en Entremont : 290, 295, 325, 327
Pittier, Etienne (†1881), grand châtelain d'Entremont, capitaine : 281, 289, 298-299, 301, 305, 310, 326
Pourprix, François, président de Bagnes : 289, 292-293, 311, 317
Puipe, Laurent : 312-313

R

Ribordy : 295
— Daniel (1784-1851), lieutenant, châtelain de Sembrancher : 288
— Louis (1815-1887), notaire, rédacteur, historien : 307-308
Riedmatten, Janvier de — (1763-1846), vice-président du Tribunal central : 299
Rilliet de Constant, Louis (†1856), colonel fédéral, historien : 281, 285
Rossi, Pellegrino (1787-1848), jurisconsulte et homme politique : 314
Roten, Nicolas (1805-1867), à Brigue, commandant d'une colonne de Haut-Valaisans à Bagnes : 327

S

Salomon : 315-316
Sauthier, du Levron : 312
Schüle, Ernest : 286
Steiger, Jakob-Robert (1801-1862), un des chefs de la 2^e expédition des Corps-francs en 1845 : 315

Stockalper, Ferdinand (1785-1855), président du Tribunal central : 294, 296-297, 299

T

Témoin, Alice, fille de la Meilland : 333
Thomas, la fille à — : 315-316
Tissières, Catherine-Clémence, épouse de Louis Filliez : 318
Torrent, Joseph (1795-1885), major, décrété d'arrestation en 1844 : 287, 294, 299, 309, 312
— Pierre (1792-1853), ancien président du Grand Conseil : 294, 299, 309, 312
Troillet, de Lourtier : 298, 312
— Balthasar (†1844) : 305
— Euphrosine, épouse d'Auguste Filliez : 295
— François, d'Orsières : 305
— François-Joseph (1804-1871), châtelain de Bagnes : 298
— François-Narcisse (1850-1898), notaire, époux de Célestine Filliez et père de Maurice, conseiller d'Etat : 280, 333
— Julia (*1881), petite-fille de Maurice Filliez : 280, 286, 332
— Maurice (1880-1961), conseiller d'Etat, petit-fils de Maurice Filliez : 280, 333
— Pierre-Maurice, père de François-Narcisse : 280

U

Ulrich, Augustin (1804-1876), huissier, à Sion : 324

V

Vaudan, de Sion : 315
— notaire : 319
— Marie : 330
— Marie-Josèphe, épouse de Jean-Humbert Filliez : 280
Vernay, Nicolas (†1856), avocat, à Orsières : 294, 315
Veuthey, Marie, madame, petite-fille de Maurice Filliez : 280
Virgile : 284, 320
Volluz, Geneviève : 294
Voutaz, Etienne-Joseph (1807-1873), notaire, à Sembrancher : 288, 317

Z

Zen Ruffinen, Ignace (1809-1890), président du Conseil d'Etat : 304, 308, 312
Zermatten, Joseph (1806-1888), rapporteur substitut près le Tribunal central : 308